



Rapport de gestion



**Semestres clos les
30 juin 2006 et 2005**

(en blanc)

SOMMAIRE

1. Vue d'ensemble	4
2. Analyse du compte de résultat et des dépenses d'investissement du Groupe	7
2.1 Du chiffre d'affaires à la marge brute opérationnelle du Groupe	7
2.1.1 Chiffre d'affaires	8
2.1.2 Charges opérationnelles	9
2.1.3 Marge brute opérationnelle	11
2.2 De la marge brute opérationnelle au résultat d'exploitation du Groupe	12
2.3 Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe.....	14
2.3.1 Résultat financier	14
2.3.2 Impôt sur les sociétés	15
2.3.3 Résultat net	15
2.4 Dépenses d'investissement du Groupe	15
2.4.1 Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS	16
2.4.2 Licences GSM et UMTS	17
2.4.3 Investissements financiers	17
3. Analyse du résultat d'exploitation et des investissements corporels et incorporels par secteur d'activité	17
3.1 Services de Communication Personnels (SCP)	19
3.1.1 Services de Communication Personnels France (SCP France)	20
3.1.2 Services de Communication Personnels Royaume-Uni (SCP Royaume-Uni)	21
3.1.3 Services de Communication Personnels Espagne (SCP Espagne)	22
3.1.4 Services de Communication Personnels Pologne (SCP Pologne)	24
3.1.5 Services de Communication Personnels Reste du monde (SCP Reste du monde)	25
3.2 Services de Communication Résidentiels (SCR)	27
3.2.1 Services de Communication Résidentiels France (SCR France)	27
3.2.2 Services de Communication Résidentiels Pologne (SCR Pologne)	32
3.2.3 Services de Communication Résidentiels Reste du monde (SCR Reste du monde)	33
3.3 Services de Communication Entreprises (SCE).....	35
3.4 Annuaire	37
4. Trésorerie et endettement financier	38
4.1 Situation et flux de trésorerie.....	38
4.2 Endettement financier net	40
5. Informations complémentaires	41
5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005	41
5.2 Obligations contractuelles et engagements hors bilan.....	43
5.3 Événements postérieurs à la clôture.....	43
5.4 Glossaire.....	43

Les données financières du présent Rapport de gestion semestriel sont des données non auditées.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). Les données relatives aux secteurs d'activité et aux sous-secteurs d'activité qui sont présentées dans les paragraphes suivants s'entendent, sauf mention contraire, avant élimination des opérations inter-secteurs d'activité et inter-sous-secteurs d'activité (les secteurs d'activité sont décrits dans le paragraphe 3. "Analyse du résultat d'exploitation et des investissements corporels et incorporels par secteur d'activité"). Par ailleurs, les variations ci-après, sont calculées sur la base des données en milliers d'euros, bien qu'affichées en millions d'euros.

Le passage des données historiques aux données à base comparable (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") du premier semestre 2005 est décrit au paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005".

1. VUE D'ENSEMBLE

■ Données financières et effectifs

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable (1)	2005 historique	Var. (%) base comparable (1)	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	25 855	25 487	23 665	1,4 %	9,3 %
MBO (2)	9 467	9 950	9 300	(4,9)%	1,8 %
MBO / Chiffre d'affaires	36,6 %	39,0 %	39,3 %		
Résultat d'exploitation	5 334	-	6 479	-	(17,7)%
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	20,6 %	-	27,4 %		
CAPEX (2)	3 055	2 953	2 713	3,5 %	12,6 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	11,8 %	11,6 %	11,5 %		
Licences UMTS / GSM	282	92	88	ns	ns
MBO - CAPEX (2)	6 412	6 997	6 587	(8,4)%	(2,7)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) (2)	194 624	200 106	197 250	(2,7)%	(1,3)%

(1) Pour le compte de résultat, les données à base comparable sont établies jusqu'à la MBO. Pour les postes compris entre la MBO et le résultat d'exploitation, les données à base comparable ne sont établies que pour la dotation aux amortissements.

(2) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

■ Indicateurs opérationnels

(en millions - en fin de période)	Périodes close le		
	30 juin 2006	31 déc. 2005 historique	30 juin 2005 historique
Nombre total de clients	149,0	144,6	127,5
Téléphonie mobile	88,7	84,3	66,7
Téléphonie fixe	48,4	48,7	49,4
Internet	11,9	11,7	11,3

■ Résultat net

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Résultat d'exploitation	5 334	6 479
Résultat financier	(1 290)	(1 827)
Impôt sur les sociétés	(1 285)	(1 018)
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 759	3 634
Intérêts minoritaires	(413)	(271)
Résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A.	2 346	3 363

■ Endettement financier net ⁽¹⁾ et cash-flow organique ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Périodes closes le		
	30 juin 2006	31 déc. 2005 historique	30 juin 2005 historique
Endettement financier net ⁽¹⁾	47 234	47 846	46 255
Ratio d'endettement financier net / MBO	2,49 ⁽²⁾	2,48 ⁽³⁾	2,50
Cash-flow organique ⁽¹⁾	3 314	7 481	3 005

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

(2) MBO enregistrée au cours des douze mois précédents en données historiques et retraitée pour intégrer la MBO de l'opérateur mobile espagnol Amena sur douze mois glissants au 30 juin 2006.

(3) MBO retraitée intégrant la MBO de l'opérateur mobile espagnol Amena sur douze mois au 31 décembre 2005.

■ Synthèse des résultats du premier semestre 2006

□ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe France Télécom s'élève à 25,855 milliards d'euros au premier semestre 2006, contre 23,665 milliards d'euros au premier semestre 2005, soit une croissance de 9,3 % en données historiques. Cette hausse inclut notamment l'effet de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena.

En données à base comparable (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire"), la croissance du chiffre d'affaires du groupe France Télécom au premier semestre 2006 s'établit à 1,4 %. Elle résulte principalement du développement très rapide des offres multiservices haut débit ADSL grand public ainsi que du très fort dynamisme des activités mobiles dans les pays à fort potentiel de croissance, partiellement compensés par la baisse tendancielle des services de téléphonie fixe traditionnelle et des services bas débit.

□ Marge brute opérationnelle

La marge brute opérationnelle (désignée ci-après MBO, voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") s'élève à 9,467 milliards d'euros au premier semestre 2006, soit une progression de 1,8 % en données historiques, liée principalement à l'intégration de l'opérateur mobile espagnol Amena, et dans une moindre mesure, à l'impact favorable des variations de change. En données à base comparable, l'évolution de la MBO s'inscrit à -4,9 % par rapport au premier semestre 2005. Hors impact d'une reprise de provision de 199 millions d'euros relative aux activités du Groupe au Liban inclus dans la MBO au premier semestre 2005, l'évolution de la MBO en données à base comparable s'établit à -2,9 %.

Le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires s'établit à 36,6 % au premier semestre 2006 contre 38,5 % au premier semestre 2005 en données historiques hors reprise de provision relative aux activités du Groupe au Liban.

L'analyse de la MBO fait apparaître une progression des charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) de 8,1 % en données à base comparable (progression de 6,2 % hors reprise de provision relative aux activités du Groupe au Liban), due pour l'essentiel à l'augmentation des charges commerciales (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire"), à l'accroissement des charges de réseaux (achats et reversements aux autres opérateurs, maintenance technique, plates-formes de services clients) et aux coûts de lancement des nouvelles offres.

□ Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'établit à 5,334 milliards d'euros au premier semestre 2006 contre 6,479 milliards d'euros au premier semestre 2005, reflétant la forte diminution du résultat de cession d'actifs et l'augmentation de la dotation aux amortissements liée à l'intégration de l'opérateur mobile espagnol Amena.

□ Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit à 2,759 milliards d'euros au premier semestre 2006 contre un résultat net de 3,634 milliards d'euros au premier semestre 2005. L'évolution du résultat net de l'ensemble consolidé reflète celle du résultat d'exploitation, compensée en partie par la baisse des charges financières nettes.

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 413 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 271 millions au premier semestre 2005, reflétant principalement, d'une part, l'acquisition de 45,9 % des intérêts minoritaires d'Equant, et d'autre part, l'intégration en consolidation globale de la société Sonatel et de ses filiales Sonatel Mobiles et Ikatel, réalisées en 2005.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A. s'élève à 2,346 milliards d'euros au premier semestre 2006 contre 3,363 milliards d'euros au premier semestre 2005.

❑ *Investissements corporels et incorporels hors licences*

Les investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS et hors investissements financés par location financement (désignés ci-après investissements corporels et incorporels hors licences ou CAPEX, voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") s'élèvent à 3,055 milliards d'euros au premier semestre 2006 et représentent 11,8 % du chiffre d'affaires. Ils sont en progression par rapport au premier semestre 2005, de 12,6 % en données historiques et de 3,5 % en données à base comparable. La progression des investissements corporels et incorporels hors licences est liée au développement très rapide de la Livebox et des services de "Voix sur IP", notamment en France, ainsi qu'à la progression des investissements sur les marchés mobiles en forte croissance.

❑ *Cash-flow organique*

Le cash-flow organique (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") du Groupe s'élève à 3,314 milliards d'euros au premier semestre 2006 contre 3,005 milliards au premier semestre 2005. L'amélioration de 309 millions d'euros entre les deux semestres s'explique principalement par la baisse des charges financières nettes décaissées et de l'impôt sur les sociétés décaissé, partiellement compensée par l'augmentation des investissements corporels et incorporels hors licences.

❑ *Endettement financier net*

L'endettement financier net (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") s'établit à 47,234 milliards d'euros au 30 juin 2006 contre 47,846 milliards d'euros au 31 décembre 2005, soit une diminution de 612 millions au cours du premier semestre 2006 après règlement des dividendes de France Télécom et de ses filiales au premier semestre pour 3,086 milliards d'euros. Le ratio d'endettement financier net rapportée à la MBO ressort à 2,49 au 30 juin 2006 (sur la base de la MBO enregistrée au cours des douze mois précédents en données historiques et retraitée pour intégrer la MBO de l'opérateur mobile espagnol Amena sur douze mois glissants au 30 juin 2006) contre un ratio de 2,48 au 31 décembre 2005 (sur la base d'une MBO retraitée intégrant la MBO de l'opérateur mobile espagnol Amena sur douze mois au 31 décembre 2005).

■ **Perspectives d'avenir**

❑ *Objectifs du groupe France Télécom*

En données à base comparable, la croissance du chiffre d'affaires du groupe France Télécom au premier semestre 2006 s'établit à 1,4 %. Elle résulte du développement très rapide des offres multiservices haut débit ADSL grand public ainsi que du très fort dynamisme des activités mobiles dans les pays à fort potentiel de croissance. Par ailleurs, les services de téléphonie fixe traditionnelle et les services bas débit poursuivent leur baisse tendancielle. L'évolution des services aux entreprises reflète, quant à elle, la transition de l'offre des services d'accès vers les solutions et services à valeur ajoutée. Traduisant un infléchissement de la croissance, la progression du chiffre d'affaires, en données à base comparable, s'est établie à 0,8 % au second trimestre 2006 par rapport au second trimestre 2005, contre 2,2 % dans la comparaison des deux premiers trimestres.

En Europe Occidentale, dans ce contexte de ralentissement de la croissance, France Télécom privilégie un juste équilibre entre rentabilité et parts de marché. Par ailleurs le développement de France Télécom dans les pays à fort potentiel lui apporte aussi de nouveaux relais de croissance. Le Groupe est confiant dans sa capacité à atteindre son objectif de générer un cash-flow organique de 7 milliards d'euros pour l'année 2006 grâce aux programmes de réduction des coûts et à l'optimisation des investissements, assurant ainsi la maîtrise des marges (ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires en réduction de 1 à 2 points par rapport à 2005).

Par nature, ces objectifs sont soumis à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés au chapitre 4 "Facteurs de risque" du Document de référence 2005.

❑ *Cession de PagesJaunes Groupe*

A l'issue d'un processus de cession compétitif lancé en juin 2006 afin de préparer son désengagement de PagesJaunes Groupe, France Télécom a annoncé le 24 juillet 2006 avoir choisi de donner l'exclusivité à l'offre du groupe Kohlberg, Kravis, Roberts & Co Ltd (KKR) sur la base d'un prix de cession de 3,3 milliards d'euros pour 54 % de PagesJaunes Groupe, soit un prix de cession par action de 22 euros.

Un complément de prix de 0,6 euro par action, soit un total de 90 millions d'euros pour France Télécom, sera versé par KKR s'il obtient plus de 95 % du capital et des droits de vote de PagesJaunes Groupe à l'issue de la garantie de cours qu'il a l'intention de lancer après l'acquisition de la participation de France Télécom au capital de PagesJaunes Groupe.

L'offre de KKR fait l'objet d'une consultation des comités d'entreprise de France Télécom et de PagesJaunes. Elle est valable jusqu'au 15 octobre 2006 mais pourra être prorogée jusqu'au 30 novembre 2006 en fonction de l'état d'avancement de cette procédure de consultation.

❑ *Acquisition de la majorité du capital de Jordan Telecommunications Company (JTC)*

En juillet 2006, France Télécom a acquis auprès du gouvernement jordanien une participation supplémentaire de 10 % plus une action de Jordan Telecommunications Company (JTC), société en intégration proportionnelle, pour 145 millions d'euros. A l'issue de cette transaction, France Télécom détient 50 % plus une action de Jordan Telecommunications Company (JTC) et consolide cette entité en intégration globale.

Jordan Telecommunications Company (JTC) est l'opérateur historique de télécommunication jordanien fournissant des services fixes, mobiles et Internet. Par cette opération, France Télécom poursuit ainsi la mise en place de sa stratégie d'opérateur intégré.

❑ *Cession de France Telecom Mobile Satellite Communications S.A.*

France Télécom a signé le 22 juillet 2006 un contrat de cession de l'intégralité des titres qu'elle détient dans France Télécom Mobile Satellite Communications S.A. pour 60 millions d'euros à des fonds d'investissements gérés par Apax Partners S.A. La réalisation de cette opération est soumise à des conditions suspensives et notamment à l'obtention d'autorisations réglementaires.

2. ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU GROUPE

2.1 DU CHIFFRE D'AFFAIRES À LA MARGE BRUTE OPÉRATIONNELLE DU GROUPE

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	25 855	25 487	23 665	1,4 %	9,3 %
OPEX ⁽¹⁾	(16 388)	(15 537)	(14 365)	5,5 %	14,1 %
OPEX hors charges de personnel					
(salaires et charges) ⁽¹⁾	(11 850)	(10 958)	(9 876)	8,1 %	20,0 %
Achats externes ⁽¹⁾	(11 051)	(10 433)	(9 326)	5,9 %	18,5 %
Autres produits et charges opérationnels	(799)	(525)	(550)	52,2 %	45,3 %
Charges de personnel (salaires et charges) ⁽¹⁾	(4 538)	(4 579)	(4 489)	(0,9)%	1,1 %
MBO	9 467	9 950	9 300	(4,9)%	1,8 %

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

2.1.1 Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Services de Communication Personnels (SCP)	13 429	12 658	10 984	6,1 %	22,3 %
SCP France	4 823	4 729	4 739	2,0 %	1,8 %
SCP Royaume-Uni	2 870	2 807	2 812	2,2 %	2,1 %
SCP Espagne	1 633	1 562	-	4,5 %	-
SCP Pologne	921	777	741	18,5 %	24,2 %
SCP Reste du monde	3 284	2 879	2 782	14,1 %	18,0 %
Eliminations	(102)	(96)	(90)	5,5 %	12,6 %
Services de Communication Résidentiels (SCR)	11 127	11 389	11 156	(2,3)%	(0,3)%
SCR France	8 714	8 890	8 828	(2,0)%	(1,3)%
SCR Pologne	1 543	1 637	1 560	(5,7)%	(1,0)%
SCR Reste du monde	959	937	837	2,3 %	14,6 %
Eliminations	(89)	(75)	(69)	20,0 %	31,2 %
Services de Communication Entreprises (SCE)	3 820	4 095	3 922	(6,7)%	(2,6)%
Annuaire	512	482	482	6,4 %	6,4 %
Eliminations	(3 033)	(3 137)	(2 879)	(3,3)%	5,4 %
Total Groupe	25 855	25 487	23 665	1,4 %	9,3 %

Le chiffre d'affaires du groupe France Télécom s'établit à 25 855 millions d'euros au premier semestre 2006, en hausse de 9,3 % en données historiques et de 1,4 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2005.

En données historiques, la progression de 9,3 % du chiffre d'affaires du Groupe, soit une hausse de 2 190 millions d'euros, entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, intègre notamment :

- l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 1 652 millions d'euros entre les deux périodes, et comprend principalement l'impact de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005 pour 1 554 millions d'euros et l'effet de l'intégration en consolidation globale des filiales sénégalaises pour 124 millions d'euros, en partie compensé par l'impact de la cession de France Télécom Câble (FTC) le 31 mars 2005 pour -36 millions d'euros ;
- et l'effet positif des variations de change, qui s'élèvent à 170 millions d'euros entre les deux périodes, essentiellement lié à l'évolution du zloty polonais pour 107 millions d'euros et du dollar américain pour 64 millions d'euros.

Sur une base comparable, le chiffre d'affaires du groupe France Télécom progresse de 1,4 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, soit une augmentation de 368 millions d'euros. Cette augmentation reflète à la fois :

- la croissance du secteur d'activité Services de Communication Personnels (SCP), soutenue par une progression dynamique du nombre de clients, avec un chiffre d'affaires en hausse de 6,1 %, à 13 429 millions d'euros au premier semestre 2006, en progression dans tous les sous-secteurs d'activité ;
- et, dans une moindre mesure, la progression du secteur d'activité Annuaire, avec un chiffre d'affaires en hausse de 6,4 %, à 512 millions d'euros au premier semestre 2006.

En sens inverse, l'évolution du chiffre d'affaires du groupe France Télécom entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, en données à base comparable, est partiellement affecté :

- d'une part, par la baisse de -6,7 % du chiffre d'affaires du secteur d'activité Services de Communication Entreprises (SCE), qui s'élève à 3 820 millions d'euros au premier semestre 2006. Le repli tendanciel du trafic de la téléphonie fixe et l'effet de la migration des services de données classiques vers les services de réseaux avancés sont néanmoins en partie compensés par la croissance des services de réseaux avancés et des services d'intégration et d'infogérance ;
- et d'autre part, par la baisse de -2,3 % du chiffre d'affaires du secteur d'activité Services de Communication Résidentiels (SCR), qui s'établit à 11 127 millions d'euros au premier semestre 2006. Le repli des services fixes classiques en France et en Pologne est toutefois limité par le développement rapide des services haut débit ADSL pour le grand public, en particulier en France.

En données historiques, le nombre de clients du groupe France Télécom à travers les sociétés contrôlées s'établit à 149,0 millions au 30 juin 2006, en progression de 16,9 % par rapport au 30 juin 2005. Le nombre de clients supplémentaires entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2006 s'élève ainsi à plus de 21,5 millions pour le Groupe. Avec 88,7 millions de clients au 30 juin 2006, le nombre de clients de la téléphonie mobile augmente de 32,8 % entre les deux périodes, soit 21,9 millions de clients supplémentaires, dont 10,7 millions de

clients au titre de l'opérateur mobile espagnol Amena acquis le 8 novembre 2005. Le nombre de clients ayant souscrit aux offres haut débit mobile est en forte augmentation, avec 2,9 millions de clients au 30 juin 2006, contre 0,3 million au 30 juin 2005. De même, le nombre de clients haut débit ADSL Grand Public est en progression rapide, s'établissant à 8,5 millions au 30 juin 2006, soit une hausse de 39 % en un an. Au total, le nombre de clients Internet (haut débit et bas débit) s'élève à 11,9 millions au 30 juin 2006, en progression de 4,9 % par rapport au 30 juin 2005 (soit 0,6 million de clients supplémentaires). Le nombre de clients de la téléphonie fixe classique enregistre pour sa part un recul de -2 % avec 48,4 millions au 30 juin 2006.

Sur une base comparable, le nombre de clients du groupe France Télécom progresse de 7,9 % entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2006. La progression du nombre de clients de la téléphonie mobile (14,8 %) et celle du nombre de clients Internet (5,0 %) font plus que compenser le recul de -2,3 % du nombre de clients de la téléphonie fixe classique.

2.1.2 Charges opérationnelles

2.1.2.1 Charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
		base comparable	historique	base comparable	historique
Achats externes ⁽¹⁾	(11 051)	(10 433)	(9 326)	5,9 %	18,5 %
Charges commerciales ⁽¹⁾	(3 585)	(3 349)	(2 836)	7,1 %	26,4 %
Achats de terminaux et autres produits vendus	(1 860)	(1 803)	(1 553)	3,2 %	19,8 %
Commissions à la distribution	(1 062)	(930)	(729)	14,2 %	45,7 %
Publicité, communication, sponsoring et frais de changement de marque	(663)	(616)	(554)	7,5 %	19,6 %
Autres achats externes ⁽¹⁾	(7 466)	(7 084)	(6 490)	5,4 %	15,0 %
Autres produits et charges opérationnels	(799)	(525)	(550)	52,2 %	45,3 %
OPEX hors charges de personnel (salaires et charges) ⁽¹⁾	(11 850)	(10 958)	(9 876)	8,1 %	20,0 %

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

Les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) incluses dans la MBO (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") s'élèvent à -11 850 millions d'euros au premier semestre 2006, contre -9 876 millions d'euros au premier semestre 2005 en données historiques et -10 958 millions d'euros en données à base comparable.

En données historiques, les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) enregistrent une augmentation de 20,0 %, soit un impact de -1 974 millions d'euros, entre les deux périodes. Cette hausse intègre, d'une part, l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations (-1 002 millions d'euros), résultant en grande partie de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005, et d'autre part, de l'effet défavorable des variations de change (-80 millions d'euros).

Sur une base comparable, les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) sont en hausse de 8,1 %, soit un impact de -892 millions d'euros entre les deux périodes, et reflètent, d'une part, l'augmentation de 5,9 % des achats externes (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire"), en particulier des charges commerciales (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") et d'autre part, la hausse des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) qui progressent de 52,2 %.

■ Achats externes

Au premier semestre 2006, les achats externes s'élèvent à -11 051 millions d'euros, contre, au premier semestre 2005, -9 326 millions d'euros en données historiques et -10 433 millions d'euros en données à base comparable.

En données historiques, la hausse de 18,5 % des achats externes entre les deux périodes, soit -1 725 millions d'euros, s'explique principalement par l'impact négatif des variations de périmètre, des variations de change et autres variations, qui s'élève globalement à -1 107 millions d'euros, et comprend essentiellement l'effet de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005.

Sur une base comparable, les achats externes augmentent de 5,9 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation de 7,1 % des charges commerciales, qui reflète les efforts du Groupe, dans un contexte concurrentiel renforcé, pour la fidélisation des bases de clientèle existantes et la conquête de nouveaux clients. Hors charges commerciales, les autres achats externes (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") connaissent une progression de 5,4 %, résultant notamment, (i) de l'augmentation des achats et reversements aux opérateurs, du fait principalement de la croissance

de l'activité de la téléphonie mobile et du développement des offres illimitées, (ii) de la hausse des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, liée notamment au développement rapide des offres multiservices haut débit ADSL et au dégroupage des lignes téléphoniques, et (iii) de la progression des charges informatiques, en particulier pour les plates-formes de service client.

■ Autres produits et charges opérationnels

Au premier semestre 2006, les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à -799 millions d'euros, contre, au premier semestre 2005, -550 millions d'euros en données historiques et -525 millions d'euros en données à base comparable, soit une hausse de 45,3 % en données historiques et de 52,2 % en données à base comparable.

Sur une base comparable, l'augmentation de -274 millions d'euros des autres produits et charges opérationnels entre les deux périodes s'explique principalement, (i) par la comptabilisation au premier semestre 2005 d'une reprise de provision de 199 millions d'euros relative aux activités du Groupe au Liban, élément non récurrent en 2006, et (ii) par l'augmentation de -72 millions d'euros des impôts et taxes opérationnels entre les deux périodes. L'impact de ces éléments est toutefois en partie compensé par la comptabilisation au premier semestre 2006 d'un produit de 74 millions d'euros correspondant à une indemnité transactionnelle relative aux activités du Groupe au Liban.

2.1.2.2 Charges de personnel (salaires et charges)

Les charges de personnel (salaires et charges) incluses dans la MBO (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") n'incluent pas la participation des salariés et la rémunération en actions (voir paragraphe 2.2 "De la marge brute opérationnelle au résultat d'exploitation du Groupe").

■ Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽¹⁾

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
	base comparable	historique	base comparable	historique	historique
France Télécom S.A.	104 670	108 845	105 479	(3,8)%	(0,8)%
Filiales en France	12 993	12 784	16 074	1,6 %	(19,2)%
Total France	117 663	121 629	121 553	(3,3)%	(3,2)%
Filiales internationales	82 000	82 228	78 644	(0,3)%	4,3 %
Total Groupe	199 663	203 857	200 197	(2,1)%	(0,3)%

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

■ Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽¹⁾

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
	base comparable	historique	base comparable	historique	historique
France Télécom S.A.	101 863	106 412	103 085	(4,3)%	(1,2)%
Filiales en France	12 854	12 711	16 553	1,1 %	(22,3)%
Total France	114 717	119 123	119 638	(3,7)%	(4,1)%
Filiales internationales	79 907	80 983	77 612	(1,3)%	3,0 %
Total Groupe	194 624	200 106	197 250	(2,7)%	(1,3)%

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

■ Charges de personnel (salaires et charges) ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
	base comparable	historique	base comparable	historique	historique
France Télécom S.A.	(2 781)	(2 796)	(2 675)	(0,5)%	4,0 %
Filiales en France	(397)	(371)	(500)	6,9 %	(20,7)%
Total France	(3 178)	(3 167)	(3 175)	0,3 %	0,1 %
Filiales internationales	(1 360)	(1 412)	(1 314)	(3,7)%	3,5 %
Total Groupe	(4 538)	(4 579)	(4 489)	(0,9)%	1,1 %

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

En données historiques, les charges de personnel (salaires et charges) du groupe France Télécom augmentent de 1,1 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, s'établissant à -4 538 millions d'euros au premier semestre 2006, en raison, d'une part, de l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations (-58 millions d'euros), résultant principalement de l'acquisition

de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005, et d'autre part, de l'effet défavorable des variations de change (-32 millions d'euros).

Sur une base comparable, les charges de personnel (salaires et charges) diminuent de -0,9 % entre les deux périodes, passant de -4 579 millions d'euros, soit 18,0 % du chiffre d'affaires, au premier semestre 2005, à -4 538 millions d'euros, soit 17,5 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2006. Cette baisse se décompose de la façon suivante :

- -2,74 % au titre de l'effet volume lié à la baisse de l'effectif moyen ;
- +0,46 % au titre de l'effet de structure, traduisant l'écart entre le coût moyen et le coût réel constaté sur les flux d'entrées et de sorties ;
- et +1,38 % au titre de l'évolution du coût unitaire moyen.

Entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, les charges de personnel (salaires et charges) de France Télécom S.A. augmentent de 4,0 % en données historiques, compte tenu essentiellement de la fusion de France Télécom S.A. avec sa filiale Transpac (auparavant dans le périmètre Filiales en France) le 1^{er} janvier 2006. Sur une base comparable, les charges de personnel (salaires et charges) de France Télécom S.A. diminuent de -0,5 % entre les deux périodes. Cette baisse reflète principalement la diminution des effectifs, partiellement compensée par, (i) les augmentations de traitement dues aux mesures générales de la fonction publique et des salaires de base des salariés sous convention collective, (ii) le versement en 2006 du reliquat de la contribution au financement du Comité d'Entreprise au titre de l'année 2005, (iii) l'augmentation des éléments de rémunération variable de la force de vente, et (iv) l'abondement relatif au Plan d'Épargne Retraite Collectif (PERCO) pour les salariés mis en œuvre au premier semestre 2006.

2.1.3 Marge brute opérationnelle

En données historiques, la MBO du groupe France Télécom s'élève à 9 467 millions d'euros au premier semestre 2006, en progression de 1,8 % par rapport au premier semestre 2005. Entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, la progression de la MBO du Groupe bénéficie à la fois :

- de l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 592 millions d'euros entre les deux périodes, et intègre essentiellement l'effet de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005 pour 507 millions d'euros ainsi que l'impact de l'intégration en consolidation globale des filiales sénégalaises pour 84 millions d'euros ;
- et de l'effet positif des variations de change, qui s'élèvent à 58 millions d'euros entre les deux périodes, essentiellement lié à l'évolution du zloty polonais pour 50 millions d'euros.

Sur une base comparable, la MBO du Groupe baisse de -4,9 %, passant de 9 950 millions d'euros au premier semestre 2005 à 9 467 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette baisse s'explique principalement :

- par la diminution de -13,0 % de la MBO du secteur d'activité Services de Communication Résidentiels, liée en grande partie, (i) à la baisse du chiffre d'affaires des services fixes classiques en France et, dans une moindre mesure, en Pologne, (ii) à la comptabilisation au premier semestre 2005 d'une reprise de provision de 199 millions d'euros relative aux activités du Groupe au Liban, élément non récurrent en 2006, et (iii) à l'augmentation des achats externes nets, essentiellement des charges commerciales, des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique (liées entre autres au développement rapide des offres multiservices haut débit ADSL et du dégroupage des lignes téléphoniques) et des charges informatiques (relatives en grande partie au développement des plates-formes de service clients) ;
- et par la baisse de -12,3 % de la MBO du secteur d'activité Services de Communication Entreprises, résultant principalement de la diminution du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe et des services de données classiques aux entreprises, partiellement compensée par les économies réalisées sur l'ensemble des charges opérationnelles incluses dans la MBO.

Ces évolutions sont toutefois en partie compensées par la progression, en données à base comparable, de 3,3 % de la MBO du secteur d'activité Services de Communication Personnels (SCP), tirée par la progression de 15,6 % de la MBO du sous-secteur d'activité SCP Reste du monde.

In fine, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires s'élève à 36,6 % au premier semestre 2006, contre, au premier semestre 2005, 39,3 % en données historiques et 39,0 % en données à base comparable. En phase de transition, la diminution du ratio de MBO

rapportée au chiffre d'affaires entre les deux périodes reflète principalement l'investissement commercial important réalisée pour la conquête et la fidélisation des clients, l'augmentation des charges opérationnelles incluses dans la MBO liées à la transformation accélérée du Groupe ainsi que le durcissement du contexte concurrentiel.

2.2 DE LA MARGE BRUTE OPÉRATIONNELLE AU RÉSULTAT D'EXPLOITATION DU GROUPE

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable (1)	2005 historique	Var. (%) base comparable (1)	Var. (%) historique
MBO	9 467	9 950	9 300	(4,9)%	1,8 %
Participation des salariés	(146)	-	(166)	-	(12,1)%
Rémunération en actions	(21)	-	(34)	-	(37,7)%
Dotation aux amortissements	(3 838)	(3 947)	(3 462)	(2,8)%	10,8 %
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	(131)	-	(196)	-	(33,3)%
Résultat de cession d'actifs	92	-	1 171	-	(92,2)%
Coût des restructurations	(106)	-	(174)	-	(39,3)%
Résultat des entités mises en équivalence	17	-	40	-	(57,7)%
Résultat d'exploitation	5 334	-	6 479	-	(17,7)%

(1) Pour le compte de résultat, les données à base comparable sont établies jusqu'à la MBO. Pour les postes compris entre la MBO et le résultat d'exploitation, les données à base comparable ne sont établies que pour la dotation aux amortissements.

■ Participation des salariés

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
France Télécom S.A.	(100)	(106)
Orange France S.A.	(28)	(28)
PagesJaunes S.A.	(6)	(14)
Autres filiales	(12)	(18)
Total Groupe	(146)	(166)

■ Rémunération en actions

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Charges relatives à la valorisation des plans d'options sur titres	(21)	(34)
Total Groupe	(21)	(34)

■ Dotation aux amortissements

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable (1)	2005 historique	Var. (%) base comparable (1)	Var. (%) historique
Services de Communication Personnels (SCP)	(2 047)	(2 119)	(1 675)	(3,4)%	22,2 %
Services de Communication Résidentiels (SCR)	(1 598)	(1 574)	(1 534)	1,5 %	4,2 %
Services de Communication Entreprises (SCE)	(188)	(252)	(250)	(25,3)%	(24,7)%
Annuaire	(6)	(4)	(5)	39,4 %	39,4 %
Eliminations	1	2	2	ns	ns
Total Groupe	(3 838)	(3 947)	(3 462)	(2,8)%	10,8 %

(1) Voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005".

En données historiques, l'augmentation de la dotation aux amortissements de 10,8 %, soit une charge supplémentaire de -376 millions d'euros, entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, intègre notamment :

- l'effet négatif de l'amortissement des bases de clients d'Amena (suite à l'acquisition de cette société en novembre 2005), et de la société Sonatel et de ses filiales Sonatel Mobiles et Ikatel (suite à l'intégration en consolidation globale de la société Sonatel en juillet 2005), pour -243 millions d'euros ;
- l'effet défavorable des variations de périmètre, qui s'établit à -204 millions d'euros entre les deux périodes, et comprend essentiellement l'impact de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005 pour -189 millions d'euros ainsi que l'impact de l'intégration en consolidation globale des filiales sénégalaises pour -18 millions d'euros ;

- et l'impact négatif des variations de change, qui s'élève à -33 millions d'euros entre les deux périodes.

Sur une base comparable, la dotation aux amortissements diminue de -2,8 %, soit un gain de 109 millions d'euros, entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006. Cette baisse reflète principalement la fin de l'amortissement de plusieurs bases de clients du Groupe (Orange Personal Communications Services au Royaume-Uni, Equant, TP S.A. en Pologne et Orange Communications S.A. en Suisse) qui représente un gain de 133 millions d'euros entre les deux périodes.

■ Perte de valeur des écarts d'acquisition

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur annuellement ou lorsque des indicateurs de dépréciation se manifestent.

La poursuite au cours du premier semestre 2006 du durcissement de l'environnement économique du secteur et de la baisse de l'indice Stoxx Telecom a été analysée par France Télécom comme un indice de perte de valeur potentielle nécessitant d'effectuer une nouvelle estimation de la valeur recouvrable des actifs pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2006. L'évaluation de la valeur recouvrable a été effectuée selon la méthodologie mise en oeuvre dans le cadre du test annuel. Les niveaux de regroupement des actifs sont similaires à ceux en vigueur au 31 décembre 2005.

Le test réalisé au 30 juin 2006 n'a pas donné lieu à la comptabilisation de dépréciation d'écart d'acquisition (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

■ Perte de valeur des immobilisations

La perte de valeur des immobilisations (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élève à -131 millions d'euros au premier semestre 2006 contre -196 millions d'euros au premier semestre 2005, dont -185 millions d'euros au titre de la marque Equant suite à la décision de son remplacement par la marque Orange dans le cadre de la mise en oeuvre du plan "NEXt" ("Nouvelle Expérience des Télécommunications", le programme 2006 - 2008 du Groupe).

■ Résultat de cession d'actifs ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Cession des activités de réseaux câblés ⁽²⁾	84	(2)
Cession de 8% du capital de PagesJaunes Groupe	-	386
Cession de Tower Participations (société détenant TDF)	-	377
Cession de MobilCom	-	265
Externalisation de la plus-value sur la cession d'Eutelsat en 2003	-	74
Cession d'Intelsat	-	51
Autres cessions de titres	-	24
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10	8
Autres ⁽³⁾	(2)	(12)
Total Groupe	92	1 171

(1) Voir notes 3 et 5 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Cession en janvier 2006 de l'ensemble des actions correspondant à la participation de 20 % détenue par le groupe France Télécom dans Ypso. Cette participation minoritaire avait été acquise par le groupe France Télécom lors de la cession à Ypso de ses activités de réseaux câblés en mars 2005.

(3) Ce poste comprend principalement les dépréciations sur titres et les créances de participations non consolidées.

■ Coût des restructurations ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Plans de restructuration ⁽²⁾	(78)	(33)
Coûts de mobilité vers la sphère publique	(28)	(22)
Congés de fin de carrière	-	(119)
Total Groupe	(106)	(174)

(1) Voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Principalement France Télécom España et ses filiales, Orange et ses filiales, Equant et TP Group au premier semestre 2006. Principalement Equant et Côte d'Ivoire Télécom au premier semestre 2005.

■ Résultat des entités mises en équivalence

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
BlueBirds	22	44
Autres	(5)	(4)
Total Groupe	17	40

■ Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du groupe France Télécom s'élève à 5 334 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 6 479 millions d'euros au premier semestre 2005, soit une diminution de -17,7 %. Cette baisse de -1 145 millions d'euros reflète principalement la forte diminution du résultat de cession d'actifs (-1 079 millions d'euros) ainsi que, dans une moindre mesure, l'augmentation de la dotation aux amortissements (-376 millions d'euros), en partie compensée par la progression de la MBO (167 millions d'euros).

2.3 DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU RÉSULTAT NET DU GROUPE

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Résultat d'exploitation	5 334	6 479
Charges financières nettes	(1 239)	(1 627)
Gain (perte) de change	20	(118)
Effet d'actualisation	(71)	(82)
Résultat financier	(1 290)	(1 827)
Impôt sur les sociétés	(1 285)	(1 018)
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 759	3 634
Intérêts minoritaires	(413)	(271)
Résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A.	2 346	3 363

2.3.1 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à -1 290 millions d'euros au premier semestre 2006, en amélioration de 537 millions d'euros par rapport au premier semestre 2005 (-1 827 millions d'euros). Cette amélioration est le fait, (i) de la diminution des charges financières nettes, soit un gain de 388 millions d'euros entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, (ii) de l'amélioration du résultat de change, qui s'élève à 138 millions d'euros entre les deux périodes, et (iii) de la baisse de l'effet d'actualisation, qui contribue pour 11 millions d'euros à l'amélioration du résultat financier.

La politique de France Télécom n'est pas d'utiliser les instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

■ Charges financières nettes

□ *Évolution des charges financières nettes*

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin
Charges financières nettes au 30 juin 2005 (historique)	(1 627)
Facteurs de diminution	
Effet de la diminution du coût moyen pondéré de l'endettement financier net ⁽¹⁾	167
Incidence de la charge financière liée à la restructuration du contrat de cession de la créance d'impôt relative à l'exercice 2001 (élément spécifique au premier semestre 2005 et non récurrent au premier semestre 2006)	147
Variation de la valorisation de la garantie de prix donnée aux actionnaires minoritaires d'Amena (élément spécifique au premier semestre 2006)	76
Facteurs d'augmentation	
Effet de l'augmentation de l'encours moyen de l'endettement financier net ⁽²⁾	(34)
Autres éléments	32
Charges financières nettes au 30 juin 2006	(1 239)

(1) Voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Encours moyen de l'endettement financier net retraité des montants ne donnant pas lieu à intérêts tels que les intérêts courus non échus et les dettes liées aux engagements d'achat d'intérêts minoritaires et permettant de calculer le coût moyen pondéré de l'endettement financier net.

□ Indicateurs relatifs aux charges financières nettes

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin		
	2006	2005 historique	Ecart historique
Charges financières nettes	(1 239)	(1 627)	388
Endettement financier net en fin de période ⁽¹⁾	47 234	46 255	979
Encours moyen de l'endettement financier net sur la période ⁽²⁾	46 282	45 214	1 068
Coût moyen pondéré de l'endettement financier net ⁽³⁾	5,69 %	6,41 %	-

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

(2) Encours moyen de l'endettement financier net retraité des montants ne donnant pas lieu à intérêts tels que les intérêts courus non échus et les dettes liées aux engagements d'achat d'intérêts minoritaires et permettant de calculer le coût moyen pondéré de l'endettement financier net.

(3) Voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'évolution de l'endettement financier net de France Télécom est décrite au paragraphe 4.2 "Endettement financier net".

■ Gain (perte) de change

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
France Télécom S.A. ⁽¹⁾	21	(139)
Autres	(1)	21
Total Groupe	20	(118)

(1) Principalement lié à la dépréciation du dollar américain et du zloty polonais par rapport à l'euro au premier semestre 2006.

Principalement lié à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport à l'euro au premier semestre 2005.

■ Effet d'actualisation

L'effet d'actualisation porte principalement sur les engagements relatifs aux congés de fin de carrière et aux avantages au personnel, et s'élève à -71 millions d'euros en 2005, contre -82 millions d'euros un an auparavant.

2.3.2 Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés représente au premier semestre 2006 une charge de -1 285 millions d'euros, contre une charge de -1 018 millions d'euros pour le premier semestre 2005.

2.3.3 Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe France Télécom s'établit à 2 759 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 3 634 millions d'euros au premier semestre 2005.

L'augmentation des intérêts minoritaires entre le premier semestre 2005 (-271 millions d'euros) et le premier semestre 2006 (-413 millions d'euros) reflète principalement, d'une part, l'acquisition de 45,9 % des intérêts minoritaires d'Equant, et d'autre part, l'intégration en consolidation globale de la société Sonatel et de ses filiales Sonatel Mobiles et Ikatel, réalisées en 2005.

In fine, le résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A. passe de 3 363 millions d'euros au premier semestre 2005 à 2 346 millions d'euros au premier semestre 2006.

2.4 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU GROUPE

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
CAPEX ⁽¹⁾	3 055	2 953	2 713	3,5 %	12,6 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	11,8 %	11,6 %	11,5 %		
Licences GSM / UMTS	282	92	88	ns	ns
Investissements financiers ⁽¹⁾	212	-	1 029	-	(79,4)%

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

2.4.1 Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS ⁽¹⁾ par secteur d'activité

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
		base comparable	historique	base comparable	historique
Services de Communication Personnels (SCP)	1 586	1 618	1 412	(2,0)%	12,3 %
Services de Communication Résidentiels (SCR)	1 261	1 153	1 119	9,4 %	12,7 %
Services de Communication Entreprises (SCE)	200	176	177	13,7 %	13,0 %
Annuaire	8	6	5	47,0 %	47,0 %
Eliminations	-	-	-	-	-
Total Groupe	3 055	2 953	2 713	3,5 %	12,6 %

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire" et note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

En données historiques, l'augmentation des investissements corporels et incorporels hors licences de 12,6 %, soit 342 millions d'euros, entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, intègre principalement :

- l'effet des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 217 millions d'euros entre les deux périodes, et comprend essentiellement l'impact de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005 pour 193 millions d'euros ainsi que l'impact de l'intégration en consolidation globale des filiales sénégalaises pour 26 millions d'euros ;
- et l'effet des variations de change, qui s'élève à 23 millions d'euros entre les deux périodes.

Sur une base comparable, la croissance des investissements corporels et incorporels hors licences s'élève à 3,5 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, soit une augmentation de 102 millions d'euros, en raison essentiellement de la progression de 108 millions d'euros des dépenses d'investissement du secteur d'activité Services de Communication Résidentiels (SCR).

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS par nature

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
		base comparable	historique	base comparable	historique
Réseaux mobiles (hors licences)	1 174	1 219	1 041	(3,7)%	12,7 %
Réseaux fixes	650	689	672	(5,7)%	(3,3)%
Informatique et Plates-formes de service client	757	694	654	9,1 %	15,8 %
Autres	474	351	346	35,3 %	37,0 %
dont Terminaux loués et Livebox	141	79	46	77,0 %	ns
Total Groupe	3 055	2 953	2 713	3,5 %	12,6 %

Au premier semestre 2006, les investissements dans les réseaux mobiles (hors licences) sont en recul de -3,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2006, sous l'effet principalement de la diminution des dépenses d'investissement relatives aux équipements et aux évolutions des réseaux mobiles de 2^{ème} génération et de la baisse des investissements dans les réseaux en technologie EDGE en France et en Pologne, ces derniers ayant été particulièrement importants au premier semestre 2005. Ces baisses sont en partie compensées par l'augmentation des investissements dans les réseaux mobiles (hors licences) des filiales en forte croissance dans le Reste du monde, notamment aux Pays-Bas, au Sénégal, en Slovaquie et au Mali.

Les investissements dans les réseaux fixes diminuent pour leur part de -5,7 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 en données à base comparable, reflétant essentiellement le ralentissement des investissements dans le domaine des réseaux d'accès et de la commutation dans le cadre de l'effort de maîtrise des dépenses d'investissement du Groupe au premier semestre 2006.

En sens inverse, la progression des investissements liés à l'informatique et aux plates-formes de service client, entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, reflète notamment, (i) le développement rapide de la technologie de la "Voix sur IP" au sein des activités fixes, ainsi que (ii) la progression des investissements relatifs au portail Internet d'Orange et le développement des services à valeur ajoutée au sein des activités mobiles.

Enfin, la progression des autres investissements corporels et incorporels hors licences entre les deux périodes s'explique principalement, d'une part, par l'augmentation des investissements relatifs aux terminaux, reflétant notamment le succès de la Livebox et de l'offre MaLigne TV, et d'autre part, par l'augmentation des dépenses d'investissement capitalisées dans le domaine de la Recherche et Développement.

2.4.2 Licences GSM et UMTS

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Orange France et autres ⁽¹⁾	282	-	2	-	ns
ECMS ⁽²⁾	-	65	61	ns	ns
Orange Romania ⁽³⁾	-	27	25	ns	ns
Total Groupe	282	92	88	ns	ns

(1) Concerne en quasi-totalité le montant actualisé de la part fixe du renouvellement pour 15 ans de la licence GSM d'Orange France.

(2) Acquisition de fréquences GSM supplémentaires en Égypte.

(3) Acquisition d'une licence UMTS en Roumanie.

2.4.3 Investissements financiers ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Amena ⁽²⁾	109	-
JITCO (maison-mère de Jordan Telecommunications Company) ⁽³⁾	60	-
Orange Romania	-	408
Equant	-	591
Autres investissements financiers	43	30
Total Groupe	212	1 029

(1) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire" et note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Dont 60 millions d'euros de frais relatifs à l'augmentation de capital réalisée en 2005 dans le cadre de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena. Voir également note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) A l'issue de cette transaction, France Télécom détient 100 % de JITCO qui détient elle-même 40 % de Jordan Telecommunications Company (JTC) au 30 juin 2006. Voir également paragraphe 1. "Vue d'ensemble" et notes 3 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

3. ANALYSE DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET DES INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Afin de refléter l'évolution du Groupe et la structure de ses opérations selon ses différents métiers, France Télécom a défini, à compter du 1^{er} janvier 2005, les quatre secteurs d'activité suivants :

- le secteur d'activité "**Services de Communication Personnels**" (désigné ci-après SCP) regroupe les activités de services mobiles de télécommunications en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Pologne et dans le Reste du monde. Il comprend l'intégralité des filiales Orange et Amena, ainsi que les activités de téléphonie mobile de TP Group, avec sa filiale PTK Centertel, et des autres sociétés du Groupe à l'international ;
- le secteur d'activité "**Services de Communication Résidentiels**" (désigné ci-après SCR) rassemble les activités de services fixes de télécommunications (téléphonie fixe, services Internet, services aux opérateurs) en France, en Pologne et dans le Reste du monde ainsi que les activités de la distribution et des fonctions supports fournis aux autres secteurs d'activité du groupe France Télécom ;
- le secteur d'activité "**Services de Communication Entreprises**" (désigné ci-après SCE) regroupe les solutions et services de communication dédiés aux entreprises en France et dans le monde ;
- le secteur d'activité "**Annuaire**" correspond aux activités de PagesJaunes Groupe.

■ Agrégats opérationnels par secteur d'activité au 30 juin 2006

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2006					
	SCP	SCR	SCE	Annuaire	Eliminations & non alloués	Total Groupe
Chiffre d'affaires	13 429	11 127	3 820	512	(3 033)	25 855
externe	12 954	8 784	3 610	507	-	25 855
inter-secteurs d'activité	475	2 343	210	5	(3 033)	-
MBO	4 884	3 542	833	209	(1)	9 467
Participation des salariés	(34)	(98)	(8)	(6)	-	(146)
Rémunération en actions	(11)	(7)	(1)	(2)	-	(21)
Dotation aux amortissements	(2 047)	(1 598)	(188)	(6)	1	(3 838)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	(125)	(5)	(1)	-	-	(131)
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	-	92	92
Coût des restructurations	(41)	(50)	(15)	-	-	(106)
Résultat des entités mises en équivalence	(5)	22	-	-	-	17
Résultat d'exploitation						5 334
alloué par secteur d'activité	2 621	1 806	620	195	-	5 242
non allouable	-	-	-	-	92	92
CAPEX	1 586	1 261	200	8	-	3 055
Licences UMTS / GSM	282	-	-	-	-	282
MBO - CAPEX	3 298	2 281	633	201	(1)	6 412
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	37 392	135 441	17 066	4 725	-	194 624

■ Agrégats opérationnels par secteur d'activité au 30 juin 2005 (données à base comparable) ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005					
	SCP	SCR	SCE	Annuaire	Eliminations & non alloués	Total Groupe
Chiffre d'affaires	12 658	11 389	4 095	482	(3 137)	25 487
externe	12 177	8 953	3 881	476	-	25 487
inter-secteurs d'activité	481	2 436	214	6	(3 137)	-
MBO	4 728	4 070	950	204	(2)	9 950
Participation des salariés	-	-	-	-	-	-
Rémunération en actions	-	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements	(2 119)	(1 574)	(252)	(4)	2	(3 947)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	-	-	-	-	-	-
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	-	-	-
Coût des restructurations	-	-	-	-	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation						-
alloué par secteur d'activité	-	-	-	-	-	-
non allouable	-	-	-	-	-	-
CAPEX	1 618	1 153	176	6	-	2 953
Licences UMTS / GSM	92	-	-	-	-	92
MBO - CAPEX	3 110	2 917	774	198	(2)	6 997
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	36 044	142 680	16 749	4 633	-	200 106

(1) Voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005". Pour le compte de résultat, les données à base comparable sont établies jusqu'à la MBO. Pour les postes compris entre la MBO et le résultat d'exploitation, les données à base comparable ne sont établies que pour la dotation aux amortissements.

■ Agrégats opérationnels par secteur d'activité au 30 juin 2005 (données historiques)

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005					
	SCP	SCR	SCE	Annuaire	Eliminations & non alloués	Total Groupe
Chiffre d'affaires	10 984	11 156	3 922	482	(2 879)	23 665
externe	10 528	8 914	3 747	476	-	23 665
inter-secteurs d'activité	456	2 242	175	6	(2 879)	-
MBO	4 142	3 971	986	203	(2)	9 300
Participation des salariés	(34)	(108)	(9)	(15)	-	(166)
Rémunération en actions	(14)	(6)	(10)	(4)	-	(34)
Dotation aux amortissements	(1 675)	(1 534)	(250)	(5)	2	(3 462)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	-	(13)	(183)	-	-	(196)
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	-	1 171	1 171
Coût des restructurations	7	(151)	(30)	-	-	(174)
Résultat des entités mises en équivalence	-	40	-	-	-	40
Résultat d'exploitation						6 479
alloué par secteur d'activité	2 426	2 199	504	179	-	5 308
non allouable	-	-	-	-	1 171	1 171
CAPEX	1 412	1 119	177	5	-	2 713
Licences UMTS / GSM	88	-	-	-	-	88
MBO - CAPEX	2 730	2 852	809	198	(2)	6 587
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	34 068	141 831	16 718	4 633	-	197 250

3.1 SERVICES DE COMMUNICATION PERSONNELS (SCP)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable (1)	2005 historique	Var. (%) base comparable (1)	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	13 429	12 658	10 984	6,1 %	22,3 %
MBO	4 884	4 728	4 142	3,3 %	17,9 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>36,4 %</i>	<i>37,3 %</i>	<i>37,7 %</i>		
CAPEX	1 586	1 618	1 412	(2,0)%	12,3 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>11,8 %</i>	<i>12,8 %</i>	<i>12,9 %</i>		
Licences UMTS / GSM	282	92	88	ns	ns
MBO - CAPEX	3 298	3 110	2 730	6,0 %	20,8 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	37 392	36 044	34 068	3,7 %	9,8 %

(1) Voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005".

Le secteur d'activité "Services de Communication Personnels" (désigné ci-après SCP) rassemble les activités de services mobiles de télécommunications en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Pologne et dans le Reste du monde.

Le secteur d'activité Services de Communication Personnels (SCP) comporte cinq sous-secteurs :

- le sous-secteur d'activité SCP France, qui comprend les filiales Orange en France métropolitaine, Orange Caraïbes et Orange Réunion ;
- le sous-secteur d'activité SCP Royaume-Uni, avec la filiale Orange au Royaume-Uni ;
- le sous-secteur d'activité SCP Espagne, avec la filiale Amena ;
- le sous-secteur d'activité SCP Pologne, avec la filiale PTK Centertel ;
- et le sous-secteur d'activité SCP Reste du monde, qui comprend les filiales internationales hors France, Royaume-Uni, Espagne et Pologne ; à savoir principalement en Belgique, en Moldavie, aux Pays-Bas, en Roumanie, en Slovaquie, en Suisse, en Égypte, en Jordanie, au Botswana, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée Équatoriale, à Madagascar, au Mali, au Sénégal et en République Dominicaine.

3.1.1 Services de Communication Personnels France (SCP France)

■ Données financières et effectifs - SCP France

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	4 823	4 729	4 739	2,0 %	1,8 %
MBO	1 934	1 942	1 942	(0,4)%	(0,4)%
MBO / Chiffre d'affaires	40,1 %	41,1 %	41,0 %		
CAPEX	486	523	536	(7,1)%	(9,3)%
CAPEX / Chiffre d'affaires	10,1 %	11,1 %	11,3 %		
Licences UMTS / GSM	284	-	-	-	-
MBO - CAPEX	1 448	1 419	1 406	2,0 %	2,9 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	7 102	7 074	7 312	0,4 %	(2,9)%

■ Indicateurs opérationnels - SCP France

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Nombre total de clients ⁽¹⁾	22 390	21 440	21 440	4,4 %	4,4 %
Nombre de Forfaits ⁽¹⁾	14 076	13 220	13 220	6,5 %	6,5 %
Nombre d'Offres prépayées ⁽¹⁾	8 314	8 220	8 220	1,1 %	1,1 %
ARPU ⁽²⁾ (en €)	417	429	429	(2,9)%	(2,9)%
AUPU ⁽²⁾ (en minutes)	182	172	172	5,9 %	5,9 %

(1) En milliers. En fin de période.

(2) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

■ Chiffre d'affaires - SCP France

En données historiques, le chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCP France croît de 1,8 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006.

En données à base comparable, la croissance du chiffre d'affaires de 2,0 % entre les deux périodes est liée à la progression du chiffre d'affaires du réseau (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire"). Hors impact de la baisse du prix des terminaisons d'appel, le chiffre d'affaires du réseau progresse de 6,5 % au premier semestre 2006 par rapport au premier semestre 2005. Cette progression est liée, pour une large part, à la hausse sensible du nombre de clients, en progression de 4,4 % pour atteindre près de 22,4 millions de clients au 30 juin 2006, et à la progression de la part des forfaits dans le nombre total de clients qui s'établit à 62,9 % au 30 juin 2006 contre 61,7 % un an plus tôt. Le développement du chiffre d'affaires réalisé avec les MVNO (opérateurs de réseaux mobiles virtuels) contribue, par ailleurs, à la croissance du chiffre d'affaires du réseau.

La consommation moyenne par client, l'AUPU (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire"), est en augmentation de 5,9 % au 30 juin 2006, tandis que le chiffre d'affaires des services "non-voix" (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") progresse de 12,8 %. La part du chiffre d'affaires des services "non-voix" dans le chiffre d'affaires du réseau s'élève à 15,5 % au premier semestre 2006 contre 13,9 % au premier semestre 2005.

Le chiffre d'affaire annuel moyen par client, l'ARPU (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") diminue de -2,9 % au 30 juin 2006, -2,5 % s'expliquant par l'impact défavorable de la baisse du prix des terminaisons d'appel de la "voix" et des messages texte (SMS).

■ Marge brute opérationnelle - SCP France

En données historiques, les charges opérationnelles incluses dans la MBO passent de -2 797 millions d'euros au premier semestre 2005, à -2 889 millions au premier semestre 2006, soit une hausse de 3,3 %. En données à base comparable, les charges opérationnelles incluses dans la MBO enregistrent une hausse de 3,7 % entre les deux périodes. Cette hausse reflète l'augmentation du trafic et des coûts liés au développement du réseau haut débit, en partie compensée, d'une part, par la bonne maîtrise des coûts de gestion, et d'autre part, par l'effet favorable de la baisse du prix des terminaisons d'appel sur les achats et reversements aux opérateurs.

Le ratio de MBO hors charges commerciales rapportée au chiffre d'affaires affiche une hausse de 0,8 point en données historiques pour atteindre 58,0 % au premier semestre 2006 contre 57,2 % au premier semestre 2005. En données à base comparable, ce ratio augmente de 0,2 point entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006.

En données historiques, les charges commerciales du sous-secteur d'activité SCP France augmentent de 12,0 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006. En données à base comparable, les charges commerciales progressent de 9,2 % dans la comparaison des deux périodes.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les charges commerciales passent de 16,3 % au premier semestre 2005 en données historiques (16,7 % en données à base comparable) à 17,9 % au premier semestre 2006. Cette progression reflète les efforts réalisés pour la promotion et le développement des offres haut débit mobile dans un contexte fortement concurrentiel, efforts récompensés par la très forte progression du nombre de clients aux services haut débit mobile, qui s'établit à 1,9 million au 30 juin 2006, et par un nombre total de clients toutes offres confondues en hausse de 4,4 % (dont une progression de 6,5 % pour les forfaits).

La MBO du sous-secteur d'activité SCP France est en baisse de -0,4 %, en données historiques comme en données à base comparable, passant de 1 942 millions d'euros au premier semestre 2005 à 1 934 millions d'euros au premier semestre 2006, soit un ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires de 40,1 % au premier semestre 2006 contre 41,1 % au premier semestre 2005.

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - SCP France

Hors licences GSM et UMTS, les investissements corporels et incorporels du sous-secteur d'activité SCP France enregistrent une diminution de -9,3 % en données historiques pour atteindre 486 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 536 millions d'euros au premier semestre 2005. En données à base comparable, la baisse de -7,1 % des investissements corporels et incorporels hors licences s'explique essentiellement par une répartition semestrielle en 2005 différente de celle de l'année 2006, avec notamment des investissements sur le réseau EDGE particulièrement importants sur le premier semestre 2005.

■ Licences GSM et UMTS - SCP France

Les licences GSM et UMTS atteignent 284 millions d'euros au premier semestre 2006. Ce montant correspond au montant actualisé de la part fixe pour les quinze prochaines années, à compter du mois de mars 2006, du renouvellement de la licence GSM d'Orange France.

3.1.2 Services de Communication Personnels Royaume-Uni (SCP Royaume-Uni)

■ Données financières et effectifs - SCP Royaume-Uni

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	2 870	2 807	2 812	2,2 %	2,1 %
MBO	765	764	764	0,0 %	0,1 %
MBO / Chiffre d'affaires	26,6 %	27,2 %	27,2 %		
CAPEX	256	250	251	2,5 %	2,3 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	8,9 %	8,9 %	8,9 %		
Licences UMTS / GSM	-	-	-	-	-
MBO - CAPEX	508	514	514	(1,1)%	(1,0)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	12 065	11 843	11 843	1,9 %	1,9 %

■ Indicateurs opérationnels - SCP Royaume-Uni

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Nombre total de clients ⁽¹⁾	14 951	14 459	14 459	3,4 %	3,4 %
Nombre de Forfaits ⁽¹⁾	4 731	4 925	4 925	(3,9)%	(3,9)%
Nombre d'Offres prépayées ⁽¹⁾	10 220	9 534	9 534	7,2 %	7,2 %
ARPU ⁽²⁾ (en £)	261	267	267	(2,2)%	(2,2)%
AUPU ⁽²⁾ (en minutes)	146	144	144	1,4 %	1,4 %

(1) En milliers. En fin de période.

(2) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

■ Chiffre d'affaires - SCP Royaume-Uni

En données historiques, le chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCP Royaume-Uni progresse de 2,1 % par rapport au premier semestre 2005, pour s'établir à 2 870 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette évolution est le fait de la croissance intrinsèque de l'activité de SCP Royaume-Uni.

Sur une base comparable, la progression du chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCP Royaume-Uni est de 2,2 % dans la comparaison des deux périodes. Le chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires des équipements (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") augmente de 2,5 %, intégrant :

- l'augmentation de 3,4 % du nombre total de clients entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2006 (soit plus de 0,49 million de clients supplémentaires entre les deux périodes) avec 14,95 millions de clients au 30 juin 2006, contre 14,46 millions un an plus tôt, tirée par l'augmentation de 7,2 % du nombre d'offres prépayées (0,686 million de clients supplémentaires entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2006) ;
- la progression de 5,3 % du chiffre d'affaires des services "non-voix", liée à l'augmentation de la consommation de messages multimédia (MMS) et des services de données. La part du chiffre d'affaires des services "non-voix" dans le chiffre d'affaires du réseau s'élève à 19,8 % au premier semestre 2006 contre 19,2 % au premier semestre 2005 ;
- et la croissance du trafic "voix", l'AUPU étant en augmentation de 1,4 % au 30 juin 2006 par rapport au 30 juin 2005.

Ces effets favorables sont partiellement compensés par le renforcement de l'environnement concurrentiel, que traduit la baisse de -2,2 % de l'ARPU entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2006.

■ Marge brute opérationnelle - SCP Royaume-Uni

Les charges opérationnelles incluses dans la MBO du sous-secteur d'activité SCP Royaume-Uni s'élèvent à -2 105 millions d'euros au premier semestre 2006, contre -2 043 millions d'euros au premier semestre 2005 en données à base comparable (-2 048 millions d'euros en données historiques), soit une augmentation de 3,1 % entre les deux périodes (hausse de 2,8 % en données historiques).

Cette hausse traduit l'augmentation des achats et reversements aux opérateurs entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, compensée en partie par la baisse des charges commerciales (liée à la baisse de -3,9 % du nombre de forfaits au 30 juin 2006).

En données historiques comme en données à base comparable, la MBO du sous-secteur d'activité SCP Royaume-Uni reste globalement stable entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 et s'élève à 765 millions d'euros au premier semestre 2006. Le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires s'établit à 26,6 % au 30 juin 2006 contre 27,2 % au 30 juin 2005.

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - SCP Royaume-Uni

Les investissements corporels et incorporels hors licences augmentent de 2,3 % en données historiques et de 2,5 % en données à base comparable pour atteindre 256 millions d'euros au premier semestre 2006.

3.1.3 Services de Communication Personnels Espagne (SCP Espagne)

Suite à l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005, cette société qui constitue le sous-secteur d'activité SCP Espagne est consolidée par intégration globale depuis novembre 2005.

■ Données financières et effectifs - SCP Espagne

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	1 633	1 562	-	4,5 %	-
MBO	489	507	-	(3,5)%	-
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>30,0 %</i>	<i>32,5 %</i>			
CAPEX	184	193	-	(4,3)%	-
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>11,3 %</i>	<i>12,3 %</i>			
Licences UMTS / GSM	-	-	-	-	-
MBO - CAPEX	305	315	-	(3,1)%	-
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	2 097	2 146	-	(2,3)%	-

■ Indicateurs opérationnels - SCP Espagne

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Nombre total de clients ⁽¹⁾	10 664	9 692	-	10,0 %	-
Nombre de Forfaits ⁽¹⁾	5 149	4 627	-	11,3 %	-
Nombre d'Offres prépayées ⁽¹⁾	5 514	5 064	-	8,9 %	-
ARPU ⁽²⁾ (en €)	307	-	-	-	-
AUPU ⁽²⁾ (en minutes)	126	112	-	12,5 %	-

(1) En milliers. En fin de période.

(2) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

■ Chiffre d'affaires - SCP Espagne

Sur une base comparable, la croissance de 4,5 % du chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCP Espagne entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 résulte essentiellement de la progression de 10,0 % du nombre total de clients qui atteint 10,7 millions au 30 juin 2006 (soit près d'un million de clients supplémentaires en un an). Cette progression résulte à la fois des forfaits qui affichent une croissance de 11,3 % et des offres prépayées qui connaissent une augmentation de 8,9 % au cours de la période.

La moindre croissance du chiffre d'affaires par rapport à celle du nombre de clients s'explique par l'impact négatif de la baisse du tarif des terminaisons d'appel vers le réseau mobile et le ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires des services "non-voix".

La consommation moyenne par client, l'AUPU, est en augmentation de 12,5 % au 30 juin 2006, que favorise la baisse du prix moyen des appels sortants.

■ Marge brute opérationnelle - SCP Espagne

Entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, les charges opérationnelles incluses dans la MBO augmentent de 8,4 % en données à base comparable, sous l'effet principalement de l'augmentation des achats et reversements aux opérateurs, générée par la hausse du trafic, et de la hausse des charges commerciales et des charges de sous-traitance des centres d'appels.

Sur une base comparable, les charges commerciales affichent une augmentation de 3,8 % entre les deux périodes pour atteindre -468 millions d'euros au premier semestre 2006, compte tenu essentiellement de la hausse des commissions de distribution et des dépenses de publicité.

La MBO du sous-secteur d'activité SCP Espagne baisse de -3,5 % en données à base comparable, s'établissant à 489 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 507 millions d'euros au premier semestre 2005. Cette évolution intègre notamment, (i) l'impact négatif relatif à la baisse du prix de la terminaison d'appel sur réseaux mobiles, et (ii) l'augmentation des charges opérationnelles incluses dans la MBO, du fait notamment de la hausse des achats et reversements aux opérateurs et des charges commerciales. La MBO hors charges commerciales est globalement stable entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006.

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - SCP Espagne

En données à base comparable, les investissements corporels et incorporels hors licences baissent de -4,3 % et s'élèvent à 184 millions d'euros au cours des six premiers mois en 2006. Cette évolution reflète le déploiement à un rythme moins soutenu du réseau de 3^{ème} génération (UMTS) au premier semestre 2006, compensé par la poursuite de l'intensification du réseau existant dans les zones jusque-là peu ou pas couvertes par Amena en Espagne.

3.1.4 Services de Communication Personnels Pologne (SCP Pologne)

■ Données financières et effectifs - SCP Pologne

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	921	777	741	18,5 %	24,2 %
MBO	299	305	291	(1,9)%	2,9 %
MBO / Chiffre d'affaires	32,5 %	39,2 %	39,2 %		
CAPEX	113	141	135	(19,7)%	(15,8)%
CAPEX / Chiffre d'affaires	12,3 %	18,2 %	18,2 %		
Licences UMTS / GSM	-	-	-	-	-
MBO - CAPEX	186	164	156	13,5 %	19,1 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	3 142	3 052	3 052	2,9 %	2,9 %

■ Indicateurs opérationnels - SCP Pologne

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Nombre total de clients ⁽¹⁾	11 127	8 634	8 634	28,9 %	28,9 %
Nombre de Forfaits ⁽¹⁾	4 363	3 639	3 639	19,9 %	19,9 %
Nombre d'Offres prépayées ⁽¹⁾	6 763	4 995	4 995	35,4 %	35,4 %
ARPU ⁽²⁾ (en zlotys)	686	790	790	(13,2)%	(13,2)%
AUPU ⁽²⁾ (en minutes)	95	80	80	18,8 %	18,8 %

(1) En milliers. En fin de période.

(2) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

■ Chiffre d'affaires - SCP Pologne

En données historiques, le chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCP Pologne enregistre une progression de 24,2 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 pour atteindre 921 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette progression intègre notamment l'impact positif relatif à l'évolution du taux de change moyen du zloty polonais entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 pour 36 millions d'euros.

Sur une base comparable, la croissance soutenue de 18,5 % du chiffre d'affaires est générée par la forte progression du nombre des clients de PTK Centertel (au 30 juin 2006, le nombre total de clients s'établit à plus de 11,1 millions, soit une augmentation de 28,9 % par rapport au 30 juin 2005) et par la hausse de 18,8 % de l'AUPU, tirée par les nouvelles offres d'abondance. En sens inverse, la baisse de -13,2 % de l'ARPU entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2006 résulte principalement de la baisse du tarif des prix des appels sortants, liée à ces nouvelles offres d'abondance.

Par ailleurs, PTK Centertel, qui bénéficie du changement de marque en Orange mis en place en septembre 2005, renforce sa position concurrentielle avec plus de 2,5 millions de clients supplémentaires au 30 juin 2006, soit une augmentation de 28,9 % du nombre total de clients.

La croissance du marché mobile en Pologne (32,7 millions de clients mobiles au 30 juin 2006 contre 26,1 millions un an auparavant d'après estimation) est tirée principalement par l'accroissement du nombre d'offres prépayées. Le taux de pénétration de la téléphonie mobile en Pologne passe de 68,2 % au 30 juin 2005 à 85,8 % au 30 juin 2006 (estimation).

La part de marché de PTK Centertel s'établit à 34,0 % toutes offres confondues au 30 juin 2006, soit un gain de 0,9 point en un an (estimation).

■ Marge brute opérationnelle - SCP Pologne

La MBO du sous-secteur d'activité SCP Pologne passe de 291 millions d'euros au premier semestre 2005 en données historiques (305 millions d'euros en données à base comparable), à 299 millions d'euros au premier semestre 2006, soit une croissance de 2,9 % en données historiques (baisse de -1,9 % en données à base comparable).

Sur une base comparable, la baisse de la MBO s'explique principalement par la hausse de 38,3 % des achats et reversements aux opérateurs et la progression de 27,4 % des charges commerciales (liée essentiellement à la hausse des achats de terminaux et autres produits vendus), reflétant la croissance soutenue du nombre de clients et la progression du trafic.

Ainsi, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires s'établit à 32,5 % au premier semestre 2006 contre 39,2 % au premier semestre 2005 en données historiques comme en données à base comparable.

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - SCP Pologne

En données historiques, les investissements corporels et incorporels hors licences enregistrent une baisse de -15,8 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 pour s'établir à 113 millions d'euros sur les six premiers mois de l'année 2006.

En données à base comparable, la baisse des dépenses d'investissement ressort à -19,7 %, reflétant principalement la baisse des dépenses d'investissement relatives au déploiement des réseaux en technologies EDGE et UMTS, due à une répartition semestrielle en 2005 différente de celle de l'année 2006.

3.1.5 Services de Communication Personnels Reste du monde (SCP Reste du monde)

■ Données financières et effectifs - SCP Reste du monde

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	3 284	2 879	2 782	14,1 %	18,0 %
MBO	1 397	1 209	1 145	15,6 %	22,0 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>42,5 %</i>	<i>42,0 %</i>	<i>41,2 %</i>		
CAPEX	546	511	491	6,8 %	11,1 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>16,6 %</i>	<i>17,8 %</i>	<i>17,7 %</i>		
Licences UMTS / GSM	-	92	88	(100,0)%	(100,0)%
MBO - CAPEX	851	698	654	22,0 %	30,1 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	12 986	11 929	11 861	8,9 %	9,5 %

■ Indicateurs opérationnels - SCP Reste du monde

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
		base comparable	historique	base comparable	historique
Belgique					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	758	705	705	7,5 %	7,5 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	3 020	2 868	2 868	5,3 %	5,3 %
ARPU ⁽³⁾ (en €)	468	-	442	-	5,9 %
Roumanie					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	504	406	388	24,3 %	30,0 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	7 212	5 724	5 724	26,0 %	26,0 %
ARPU ⁽³⁾ (en €)	141	-	143	-	(1,4)%
Suisse					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	431	411	417	4,9 %	3,5 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	1 285	1 152	1 152	11,5 %	11,5 %
ARPU ⁽³⁾ (en €)	662	-	694	-	(4,6)%
Pays-Bas					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	305	306	306	(0,3)%	(0,3)%
Nombre total de clients ⁽²⁾	1 996	1 783	1 783	11,9 %	11,9 %
ARPU ⁽³⁾ (en €)	269	-	311	-	(13,5)%
Slovaquie					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	304	268	261	13,2 %	16,3 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	2 553	2 394	2 394	6,6 %	6,6 %
ARPU ⁽³⁾ (en €)	227	-	212	-	7,1 %
Egypte					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	294	265	251	10,9 %	17,3 %
Nombre total de clients (à 71,25 %) ⁽²⁾	5 152	3 680	3 680	40,0 %	40,0 %
ARPU ⁽³⁾ (en €)	122	-	154	-	(20,8)%
Autres filiales ⁽⁴⁾					
Nombre total de clients ⁽²⁾	8 314	4 605	5 403	80,5 %	53,9 %
Total					
Nombre total de clients ⁽²⁾	29 532	22 206	23 004	33,0 %	28,4 %

(1) En millions d'euros.

(2) En milliers. En fin de période.

(3) Voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire".

(4) Les autres filiales incluent notamment les filiales de la Côte d'Ivoire, de la République Dominicaine, du Sénégal, du Cameroun, du Mali, de la Moldavie, de la Jordanie, du Botswana, de Madagascar, de l'Île Maurice et de la Guinée Équatoriale.

■ Chiffre d'affaires - SCP Reste du monde

La croissance de 18,0 % en données historiques du chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCP Reste du monde entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 intègre notamment :

- les variations de périmètre relatives à l'intégration en consolidation globale des sociétés Sonatel Mobiles et Ikatel le 1^{er} juillet 2005, prenant effet le 1^{er} janvier 2005 dans les données à base comparable (voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005") ;
- et, dans une moindre mesure, l'impact positif des variations de change, essentiellement liées au dollar américain et à la livre égyptienne.

Entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, la progression de 14,1 % du chiffre d'affaires en données à base comparable résulte principalement de l'augmentation globale du nombre de clients et de la forte croissance de l'activité dans les filiales mobiles internationales, notamment en Roumanie, en Belgique (succès des nouvelles offres lancées début 2006), au Sénégal et au Mali, en Slovaquie, en Égypte et en Suisse. Cette évolution est partiellement compensée par la baisse du prix des terminaisons d'appel qui a pesé sur la croissance du chiffre d'affaires et l'ARPU aux Pays-Bas et en Suisse.

■ Marge brute opérationnelle - SCP Reste du monde

Sur une base comparable, les charges opérationnelles incluses dans la MBO du sous-secteur d'activité SCP Reste du monde augmentent de 13,0 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, du fait de la hausse des charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges), résultant principalement :

- de l'augmentation de 13,4 % des achats et reversements aux opérateurs, du fait de la croissance du trafic mobile ;

- et de la hausse de 11,9 % des charges commerciales, liée à l'augmentation globale du nombre de clients et au lancement au cours du premier semestre 2006 des services de 3^{ème} génération en Slovaquie et en Roumanie.

En données historiques, la MBO affiche une hausse de 22,0 % entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, pour atteindre 1 397 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 1 145 millions d'euros au premier semestre 2005. Sur une base comparable, celle-ci progresse de 15,6 %, compte tenu essentiellement de la croissance du chiffre d'affaires des filiales mobiles internationales et de l'augmentation du nombre de clients, notamment en Égypte, en Roumanie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Ainsi, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires s'élève à 42,5 % au premier semestre 2006, contre 41,2 % au premier semestre 2005 en données historiques et 42,0 % en données à base comparable.

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - SCP Reste du monde

Les investissements corporels et incorporels hors licences s'élèvent à 546 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 491 millions d'euros au premier semestre 2005, soit une augmentation de 11,1 % entre les deux périodes en données historiques (augmentation de 6,8 % en données à base comparable). Cette augmentation s'explique notamment par la progression des dépenses d'investissement relatives aux équipements et aux évolutions des réseaux mobiles de 3^{ème} génération.

3.2 SERVICES DE COMMUNICATION RÉSIDENTIELS (SCR)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable (1)	2005 historique	Var. (%) base comparable (1)	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	11 127	11 389	11 156	(2,3)%	(0,3)%
MBO	3 542	4 070	3 971	(13,0)%	(10,8)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>31,8 %</i>	<i>35,7 %</i>	<i>35,6 %</i>		
CAPEX	1 261	1 153	1 119	9,4 %	12,7 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>11,3 %</i>	<i>10,1 %</i>	<i>10,0 %</i>		
MBO - CAPEX	2 281	2 917	2 852	(21,8)%	(20,0)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	135 441	142 680	141 831	(5,1)%	(4,5)%

(1) Voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005".

Le secteur d'activité "Services de Communication Résidentiels" (désigné ci-après SCR) regroupe les activités de services fixes de télécommunications (téléphonie fixe, services Internet, services aux opérateurs) et les activités de la distribution et des fonctions supports fournis aux autres secteurs d'activité du groupe France Télécom.

Le secteur d'activité Services de Communication Résidentiels (SCR) distingue trois sous-secteurs :

- le sous-secteur d'activité SCR France ;
- le sous-secteur d'activité SCR Pologne, qui comprend TP S.A. et ses filiales (hors filiales mobiles) ;
- et le sous-secteur d'activité SCR Reste du monde, comprenant les filiales internationales hors France et Pologne ; à savoir principalement, en Espagne, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Jordanie et à l'Île Maurice pour les services fixes, ainsi qu'en Espagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas pour les activités haut débit ADSL et Internet.

3.2.1 Services de Communication Résidentiels France (SCR France)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	8 714	8 890	8 828	(2,0)%	(1,3)%
MBO	2 683	3 172	3 146	(15,4)%	(14,7)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>30,8 %</i>	<i>35,7 %</i>	<i>35,6 %</i>		
CAPEX	918	868	854	5,7 %	7,5 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>10,5 %</i>	<i>9,8 %</i>	<i>9,7 %</i>		
MBO - CAPEX	1 765	2 304	2 292	(23,4)%	(23,0)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	98 086	102 594	102 910	(4,4)%	(4,7)%

En données historiques, le chiffre d'affaires des Services Grand Public est en recul de -1,3 % au premier semestre 2006 par rapport au premier semestre 2005. Cette évolution intègre notamment l'impact du transfert des contrats de sous-traitance des centres d'appel du

secteur d'activité Services de Communication Personnels (SCP) vers le secteur d'activité Services de Communication Résidentiels (SCR), ainsi que l'impact d'autres réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe (voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005").

3.2.1.1 Chiffre d'affaires - SCR France

3.2.1.1.1 Chiffre d'affaires - Services Grand Public

■ **Détail du chiffre d'affaires - Services Grand Public**

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Abonnements	2 057	2 080	2 080	(1,1)%	(1,1)%
Communications téléphoniques	1 382	1 597	1 597	(13,5)%	(13,5)%
Services en ligne et accès Internet	920	720	720	27,7 %	27,7 %
Sous-total Services fixes Grand Public	4 358	4 397	4 397	(0,9)%	(0,9)%
Autres services Grand Public	362	409	444	(11,4)%	(18,5)%
Chiffre d'affaires Services Grand Public	4 720	4 806	4 841	(1,8)%	(2,5)%

■ **Indicateurs opérationnels - Services Grand Public**

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Nombre de lignes téléphoniques Grand Public ⁽¹⁾ (en millions)	26,3	-	27,2	-	(3,4)%
Trafic téléphonique "voix" des clients Grand Public ⁽²⁾ (en milliards de minutes)	21,8	-	24,7	-	(11,7)%
Nombre de clients Grand Public aux usages haut débit ADSL ⁽³⁾	5 216	-	3 661	-	42,5 %
Nombre d'abonnés aux offres Multiservices :					
Nombre de Livebox louées ⁽³⁾	2 515	-	627	-	ns
Nombre d'abonnés aux services de "Voix sur IP" ⁽³⁾	1 464	-	326	-	ns
Nombre d'abonnés aux offres de TV sur ADSL ⁽³⁾	306	-	117	-	161,5 %

(1) En fin de période. Ce chiffre comprend les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne.

(2) Hors trafic téléphonique "Voix sur IP".

(3) En milliers. En fin de période.

En données historiques, le chiffre d'affaires des Services Grand Public est en recul de -2,5 % au premier semestre 2006 par rapport au premier semestre 2005, et intègre notamment l'impact de la cession de France Télécom Câble (FTC) le 31 mars 2005. En données à base comparable, la diminution de -1,8 % du chiffre d'affaires des Services Grand Public entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006, s'explique en grande partie par le repli du chiffre d'affaires des Communications téléphoniques Grand Public (trafic "voix" du réseau téléphonique commuté), que compense partiellement le développement rapide des services haut débit ADSL, notamment les services de "Voix sur IP". L'ARPU des Services fixes Grand Public (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") demeure stable, s'établissant à 27,0 euros au 30 juin 2006 contre 26,8 euros au 30 juin 2005.

■ **Chiffre d'affaires des Abonnements Grand Public**

La baisse de -1,1 % du chiffre d'affaires des Abonnements Grand Public (en données historiques comme en données à base comparable) est due à l'impact du dégroupage total (le chiffre d'affaires du dégroupage total est inclus dans le "Chiffre d'affaires Réseaux et Opérateurs" décrit ci-après). Ainsi, le nombre de lignes facturées directement aux clients à travers l'abonnement téléphonique résidentiel ou les contrats Pros baisse de -3,4 % entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2006. Cet impact défavorable est partiellement compensé par l'effet de la hausse de l'abonnement de 7,6 %, intervenue le 3 mars 2005.

■ **Chiffre d'affaires des Communications téléphoniques Grand Public**

Le chiffre d'affaires des Communications téléphoniques Grand Public enregistre au premier semestre 2006 une diminution de -13,5 % par rapport au premier semestre 2005 (en données historiques comme en données à base comparable). Celle-ci est due essentiellement :

- à l'impact des baisses de prix des communications vers les mobiles (intervenues le 2 janvier 2006 vers l'ensemble des opérateurs mobiles) ;
- et à la baisse du marché global du trafic téléphonique commuté (mesuré à l'interconnexion) qui s'est fortement accélérée depuis septembre 2005 sous l'effet du développement des services de "Voix sur IP".

Parallèlement, la part de marché sur le marché des communications téléphoniques du réseau téléphonique commuté (RTC) s'est stabilisée grâce, notamment, au succès de la gamme "Atout", lancée en août 2005 et incluant des offres de forfait illimitées.

■ Chiffre d'affaires des Services en ligne et accès Internet Grand Public

En données à base comparable, la progression de 27,7 % du chiffre d'affaires des Services en ligne et accès Internet Grand Public est liée au développement rapide des services haut débit ADSL, partiellement compensé par l'impact des baisses tarifaires. Le nombre de clients Grand Public aux usages haut débit ADSL s'établit à 5,216 millions de clients au 30 juin 2006 contre 3,661 millions de clients un an plus tôt, soit une augmentation de 42,5 % en un an.

A la croissance du nombre des accès haut débit ADSL, s'ajoutent :

- le nombre de passerelles Livebox louées, qui s'élève à 2,515 millions au 30 juin 2006 contre 0,627 million un an plus tôt ;
- l'offre de "Voix sur IP", vendue sous la forme d'une option, complémentaire de l'abonnement au service Internet haut débit, et qui compte 1,464 million de clients au 30 juin 2006 contre 0,326 million au 30 juin 2005 ;
- la Télévision sur ADSL, qui est également en forte progression, avec 306 000 clients au 30 juin 2006 contre 117 000 un an plus tôt ;
- et les services applicatifs complétant les services de base, en particulier des gammes sécurité anti-virus et anti-spam, qui sont également en progression rapide.

L'impact du développement des usages haut débit ADSL est partiellement compensé par :

- la poursuite de la baisse du nombre de clients Internet bas débit, sous l'effet des migrations vers les offres haut débit ADSL. Le nombre de clients Internet bas débit s'établit à 1,225 million au 30 juin 2006 contre 1,759 million un an plus tôt ;
- et le repli tendanciel du chiffre d'affaires du kiosque télématique Télétel.

■ Chiffre d'affaires des Autres services Grand Public

En données à base comparable, la baisse de -11,4 % du chiffre d'affaires des Autres services Grand Public est liée à la diminution de -24 % du trafic de la publiphonie et des services de cartes et à la baisse tendancielle de l'activité de location de terminaux téléphoniques, le nombre de terminaux loués (hors passerelles Livebox) ayant diminué de -18,8 % en un an. Ces impacts défavorables sont partiellement compensés par la progression significative du chiffre d'affaires des portails et des services de contenu (publicité en ligne des portails Orange Internet). Le chiffre d'affaires des ventes de terminaux demeure globalement stable : la progression des ventes de terminaux DECT, que favorise le développement rapide des services de "Voix sur IP", compense l'impact de l'érosion tendancielle des prix de vente.

3.2.1.1.2 Chiffre d'affaires - Réseaux et Opérateurs

■ Détail du chiffre d'affaires - Réseaux et Opérateurs

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Services aux Opérateurs nationaux	1 399	1 346	1 357	3,9 %	3,1 %
Autres services Réseaux et Opérateurs	1 374	1 436	1 385	(4,3)%	(0,8)%
Chiffre d'affaires Réseaux et Opérateurs	2 773	2 782	2 742	(0,3)%	1,1 %

■ Indicateurs opérationnels - Réseaux et Opérateurs

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
	base comparable	historique	base comparable	historique	historique
Trafic (en milliards de minutes) :					
Trafic "voix" de l'interconnexion nationale	28,8	-	27,5	-	4,7 %
Trafic d'interconnexion Internet	5,9	-	10,0	-	(41,0)%
Trafic international entrant	2,1	-	2,0	-	5,0 %
Ventes en gros d'accès ADSL aux FAI tiers ⁽¹⁾	1 883	-	1 405	-	34,0 %
Nombre de lignes téléphoniques dégroupées ⁽¹⁾	3 351	-	2 330	-	43,8 %
Nombre de lignes en dégroupage partiel ⁽¹⁾	2 108	-	2 074	-	1,6 %
Nombre de lignes en dégroupage total ⁽¹⁾	1 243	-	256	-	ns

(1) En milliers. En fin de période.

■ Chiffre d'affaires des Services aux Opérateurs nationaux

La progression de 3,9 % du chiffre d'affaires des Services aux Opérateurs nationaux en données à base comparable est liée pour l'essentiel au développement rapide du marché du haut débit ADSL et, en particulier, le dégroupage des lignes téléphoniques avec 3,351 millions de lignes dégroupées au 30 juin 2006 (dont 1,243 million de lignes en dégroupage total) contre 2,330 millions au 30 juin 2005 (dont 256 000 lignes en dégroupage total). Parallèlement, le chiffre d'affaires de la vente en gros d'accès ADSL aux FAI tiers enregistre une croissance de 6,6 % liée à la progression du nombre d'accès ADSL vendus en gros aux FAI tiers : celui-ci s'établit à 1,883 million d'accès au 30 juin 2006, contre 1,405 million au 30 juin 2005.

Le chiffre d'affaires de l'interconnexion nationale demeure quasi stable avec une légère baisse de -0,4 % en données à base comparable : l'effet du développement du trafic "voix" de l'interconnexion nationale est compensé par l'impact de la baisse significative du trafic de l'interconnexion "Internet bas débit". Enfin, le chiffre d'affaires des services de données aux opérateurs (liaisons louées et services Turbo DSL) enregistre une baisse de -6,6 % liée aux baisses de tarifs sur le Turbo DSL intervenues fin 2005.

■ Chiffre d'affaires des Autres services Réseaux et Opérateurs

La baisse de -4,3 % en données à base comparable du chiffre d'affaires des Autres services Réseaux et Opérateurs (baisse de -0,8 % en données historiques) correspond, pour la plus large part, à la diminution du chiffre d'affaires des prestations fournies aux autres secteurs d'activité (baisse du trafic téléphonique en volume et baisses de prix liées en particulier aux terminaisons d'appels vers les mobiles).

L'effet de ces baisses est partiellement compensé par la progression de 8,1 % en données historiques et de 7,9 % en données à base comparable du chiffre d'affaires des services aux opérateurs internationaux liée à la forte progression des services de transit (location de circuits et réacheminement d'appels).

Enfin, les prestations de pose et d'entretien de câbles sous-marins demeurent stables au 30 juin 2006 comparées à l'année précédente.

3.2.1.1.3 Chiffre d'affaires - Autres Services de Communication Résidentiels en France

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
	base comparable	historique	base comparable	historique	historique
Chiffre d'affaires Autres SCR en France	1 222	1 302	1 245	(6,2)%	(1,9)%

Le chiffre d'affaires des Autres Services de Communication Résidentiels en France s'élève à 1 222 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 1 245 millions d'euros au premier semestre 2005 en données historiques et 1 302 millions d'euros en données à base comparable, soit un repli de -1,9 % en données historiques et de -6,2 % en données à base comparable.

Celui-ci est constitué à plus de 84 % des produits générés par les prestations fournies aux autres secteurs d'activité (distribution des produits et services, administration commerciale, service après vente, raccordement, maintenance et facturation). Ces prestations intra-groupe enregistrent une baisse de -5,1 % à fin juin 2006.

Par ailleurs, la baisse du chiffre d'affaires externe concerne :

- les services au client tels que les Renseignements par opérateur, accessibles par le 118 712 suite à l'ouverture totale du marché à la concurrence et à l'arrêt du "12" le 3 avril 2006 ;

- et les ventes et location d'équipements (hors chiffre d'affaires des équipements portés par le secteur d'activité Services de Communication Personnels (SCP) et la rubrique Services fixes Grand Public). Cette rubrique regroupe les ventes d'accessoires fixes et mobiles en boutiques et les ventes d'équipements de la filiale EGT dont l'activité est recentrée sur la visiophonie, suite à la cession de son activité fax au 31 mai 2005 ;

Ces baisses sont partiellement compensées par la progression des prestations d'assistance client à domicile et le développement de l'activité de commerce en ligne (e-commerce) avec l'acquisition de la société TopAchat Clust en avril 2006.

3.2.1.2 Marge brute opérationnelle - SCR France

Les charges opérationnelles incluses dans la MBO du sous-secteur d'activité SCR France augmentent de 6,1 % en données historiques et de 5,5 % en données à base comparable.

Sur une base comparable, cette hausse de -313 millions d'euros, intègre essentiellement :

- la hausse des autres produits et charges opérationnels, soit un impact de -147 millions d'euros, qui s'explique par la comptabilisation au premier semestre 2005 d'une reprise de provision de 199 millions d'euros relative aux activités du Groupe au Liban, élément non récurrent en 2006, en partie compensée par la comptabilisation au premier semestre 2006 d'un produit de 74 millions d'euros correspondant à une indemnité transactionnelle relative aux activités du Groupe au Liban ;
- la hausse des charges de sous-traitance d'exploitation, de maintenance technique et des charges informatiques, qui correspondent notamment à la hausse de la sous-traitance des charges d'intervention ;
- et l'augmentation des charges commerciales, qui s'explique principalement par la hausse des achats de terminaux (notamment les Livebox).

Ces hausses sont partiellement compensées par la baisse des charges de personnel (salaires et charges), liée essentiellement à la baisse des effectifs du sous-secteur d'activité SCR France.

La MBO du sous-secteur d'activité SCR France diminue de -14,7 % en données historiques et de -15,4 % en données à base comparable pour atteindre 2 683 millions d'euros au cours des six premiers mois de 2006. Cette baisse s'explique, d'une part, par la diminution du chiffre d'affaires, et d'autre part, par la hausse des charges opérationnelles incluses dans la MBO, que vient compenser partiellement la baisse des charges de personnel (salaires et charges).

3.2.1.3 Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - SCR France

En données historiques, les investissements corporels et incorporels hors licences augmentent de 7,5 % pour atteindre 918 millions d'euros au premier semestre 2006.

En données à base comparable, l'augmentation des investissements corporels et incorporels hors licences du sous-secteur d'activité SCR France de 5,7 % au premier semestre 2006 concerne principalement :

- les terminaux et modems loués, en augmentation de 43 millions d'euros, résultant du succès de la Livebox (2,515 millions de passerelles Livebox louées au 30 juin 2006 contre 0,627 million un an plus tôt), et dans une moindre mesure du développement de l'offre MaLigne TV avec 306 000 clients au 30 juin 2006 ;
- les plates-formes pour le service client, en hausse de 41 millions d'euros ;
- et les applications et équipements informatiques, en hausse de 11 millions d'euros.

3.2.2 Services de Communication Résidentiels Pologne (SCR Pologne)

■ Données financières et effectifs - SCR Pologne

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	1 543	1 637	1 560	(5,7)%	(1,0)%
MBO	743	773	736	(3,9)%	0,9 %
MBO / Chiffre d'affaires	48,1 %	47,2 %	47,2 %		
CAPEX	187	148	141	26,7 %	33,0 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	12,1 %	9,0 %	9,0 %		
MBO - CAPEX	556	625	596	(11,1)%	(6,7)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	29 990	32 414	32 273	(7,5)%	(7,1)%

■ Indicateurs opérationnels - SCR Pologne

(en milliers - en fin de période)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽¹⁾	10 388	10 766	10 766	(3,5)%	(3,5)%
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL+SDI ⁽²⁾)	1 415	927	927	52,6 %	52,6 %

(1) Le nombre de clients de la téléphonie fixe au 30 juin 2005 a été corrigé.

(2) SDI : technologie d'accès rapide à l'Internet.

■ Chiffre d'affaires - SCR Pologne

En données historiques, le chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCR Pologne, qui s'établit à 1 543 millions d'euros au premier semestre 2006 enregistre une baisse limitée à -1,0 % sous l'effet de la variation de change entre le zloty polonais et l'euro, qui évolue favorablement entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006.

Sur une base comparable, le chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCR Pologne affiche une diminution de -5,7 %. Celui-ci est en recul en raison notamment de la baisse du chiffre d'affaires de la "voix", partiellement compensée par la hausse du chiffre d'affaires en provenance des services en croissance comme l'accès à Internet haut débit et les activités de vente en gros.

Le recul du chiffre d'affaires des communications téléphoniques résulte notamment, (i) de l'effet croissant de la substitution du fixe par le mobile, (ii) du recul de la part de marché de l'opérateur historique polonais sur le trafic téléphonique commuté, suite à la libéralisation des appels (toutes destinations confondues), et (iii) de l'environnement concurrentiel difficile.

Le sous-secteur d'activité SCR Pologne poursuit la migration de ses clients des offres initiales classiques vers les Nouveaux Plans Tarifaires (lancés en 2004), dont le tarif de l'abonnement est supérieur. Ainsi, au 30 juin 2006, on compte plus de 3,86 millions de clients ayant opté pour les Nouveaux Plans Tarifaires (estimation). Ces Nouveaux Plans Tarifaires permettent de ralentir la baisse du trafic téléphonique et d'accroître le chiffre d'affaires relatif à l'abonnement, qui passe de 47 % du chiffre d'affaires "voix" au premier semestre 2005 à 56 % au premier semestre 2006. Par ailleurs, le succès de ces nouvelles offres permet à TP S.A. de défendre sa part de marché dans les services vocaux.

Le chiffre d'affaires de l'accès à l'Internet haut débit du sous-secteur d'activité SCR Pologne enregistre, sur une base comparable, une progression de 27 % en 2006, tirée par l'augmentation de 488 milliers du nombre de clients haut débit au cours du premier semestre 2006 (soit 1,415 million de clients haut débit au 30 juin 2006 contre 0,927 million un an plus tôt). Cette évolution favorable permet à TP S.A. de maintenir une position de tout premier plan sur le marché du haut débit en Pologne, avec une part de marché estimée à 71 % au 30 juin 2006, et fait plus que compenser la baisse du chiffre d'affaires de l'Internet bas débit, qui représente 11,6 % du chiffre d'affaires total des services d'accès à l'Internet au premier semestre 2006.

Les services de transmission de données (incluant l'Internet bas et haut débit, la transmission de données et les liaisons louées) en progression de 9 % au premier semestre 2006, représentent 18,7 % du chiffre d'affaires total du sous-secteur d'activité SCR Pologne contre 16,2 % au premier semestre 2005.

■ Marge brute opérationnelle - SCR Pologne

La croissance de 0,9 % en données historiques de la MBO du sous-secteur d'activité SCR Pologne, qui passe de 736 millions d'euros à 743 millions d'euros, résulte de l'effet conjugué des variations de change, liées aux variations du zloty polonais entre le premier

semestre 2005 et le premier semestre 2006, et de la baisse des charges opérationnelles incluses dans la MBO (hors charges commerciales).

Sur une base comparable, la diminution de -3,9 % de la MBO (743 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 773 millions d'euros au premier semestre 2005) s'explique essentiellement par la baisse du chiffre d'affaires, partiellement compensée par les économies significatives sur les coûts réalisées grâce à la poursuite du programme de réduction des charges opérationnelles incluses dans la MBO. Sur une base comparable, ces gains concernent principalement :

- les charges de personnel (salaires et charges), dont la baisse de -6,8 % s'explique essentiellement par une diminution du nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) suite au plan de restructuration, qui a entraîné une baisse de -7,5 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2006 ;
- les achats et reversements aux opérateurs résultant de la baisse du trafic des appels fixes vers mobiles ;
- et les charges informatiques et de maintenance technique grâce aux économies réalisées sur les installations téléphoniques fixes et la maintenance, suite à la renégociation des contrats de sous-traitance.

En pourcentage du chiffre d'affaires, la MBO est passée de 47,2 % au 30 juin 2005, en données historiques comme en données à base comparable, à 48,1 % au 30 juin 2006.

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - SCR Pologne

En données historiques, les investissements corporels et incorporels hors licences augmentent de 33,0 % pour atteindre 187 millions d'euros au premier semestre 2006.

Les investissements corporels et incorporels hors licences sont en croissance de 26,7 % en données à base comparable. Cette évolution est liée essentiellement au lancement de nouveaux produits et d'offres convergentes et concerne principalement les activités à forte croissance (services de données). Ainsi, le ratio des investissements corporels et incorporels hors licences rapportés au chiffre d'affaires augmente de 3,1 points en données historiques comme en données à base comparable pour atteindre 12,1 % en juin 2006.

3.2.3 Services de Communication Résidentiels Reste du monde (SCR Reste du monde)

■ Données financières et effectifs - SCR Reste du monde

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	959	937	837	2,3 %	14,6 %
MBO	116	125	88	(7,0)%	32,6 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>12,1 %</i>	<i>13,4 %</i>	<i>10,5 %</i>		
CAPEX	156	137	124	14,1 %	25,6 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>16,3 %</i>	<i>14,6 %</i>	<i>14,8 %</i>		
MBO - CAPEX	(40)	(12)	(36)	ns	8,8 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	7 364	7 671	6 648	(4,0)%	10,8 %

■ Indicateurs opérationnels - SCR Reste du monde

	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Espagne					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	294	320	314	(8,0)%	(6,3)%
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL) ⁽²⁾	593	526	526	12,7 %	12,7 %
Royaume-Uni					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	211	206	206	2,6 %	2,4 %
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL) ⁽²⁾	1 004	769	769	30,6 %	30,6 %
Pays-Bas					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	49	39	39	26,6 %	26,6 %
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL + Câble) ⁽²⁾	503	482	482	4,4 %	4,4 %
Sénégal					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	184	157	65	17,4 %	184,9 %
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽²⁾	273	257	109	6,2 %	150,9 %
Côte d'Ivoire					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	80	82	80	(2,6)%	-
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽²⁾	257	222	222	15,8 %	15,8 %
Jordanie					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	56	59	56	(5,8)%	(1,2)%
Nombre de clients de la téléphonie fixe (à 40 %) ⁽²⁾	252	256	256	(1,4)%	(1,4)%

(1) En millions d'euros.

(2) En milliers. En fin de période.

■ Chiffre d'affaires - SCR Reste du monde

Le chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCR Reste du monde progresse de 14,6 % en données historiques pour atteindre 959 millions d'euros en juin 2006, en raison principalement de l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations (98 millions d'euros), et, dans une moindre mesure, de l'effet positif des variations de change (2 millions d'euros).

Les variations de périmètre intègre notamment l'intégration en consolidation globale de la société Sonatel le 1^{er} juillet 2005 (précédemment détenue à 42,33 %), prenant effet le 1^{er} janvier 2005 dans les données à base comparable (voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005").

Sur une base comparable, la croissance de 2,3 % du chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCR Reste du monde reflète, essentiellement, la croissance du chiffre d'affaires au Sénégal et aux Pays-Bas, partiellement compensée par la baisse du chiffre d'affaires en Espagne.

■ Marge brute opérationnelle - SCR Reste du monde

Sur une base comparable, la baisse de -7 % de la MBO du sous-secteur d'activité SCR Reste du monde dans la comparaison des deux périodes s'explique essentiellement par la baisse de la MBO de l'Espagne du fait du recul du chiffre d'affaires, que compense en partie la hausse de la MBO du Sénégal, tirée par la progression du chiffre d'affaires.

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - SCR Reste du monde

Les investissements corporels et incorporels hors licences du sous-secteur d'activité SCR Reste du monde s'élevaient à 156 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 124 millions d'euros un an plus tôt en données historiques.

En données à base comparable, les investissements corporels et incorporels hors licences augmentent de 14,1 %. Cette hausse de 19 millions d'euros entre les deux périodes reflète principalement la croissance des investissements au Royaume-Uni (augmentation de 16 millions d'euros).

Ainsi, globalement, le ratio des investissements corporels et incorporels hors licences rapportés au chiffre d'affaires du sous-secteur d'activité SCR Reste du monde progresse, passant de 14,8 % au premier semestre 2005 en données historiques (14,6 % en données à base comparable) à 16,3 % au premier semestre 2006.

3.3 SERVICES DE COMMUNICATION ENTREPRISES (SCE)

Le secteur d'activité "Services de Communication Entreprises" (désigné ci-après SCE) regroupe les services de communication aux entreprises en France et les services mondiaux aux entreprises de la filiale Equant.

■ Données financières et effectifs - Services de Communication Entreprises (SCE)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable ⁽¹⁾	2005 historique	Var. (%) base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) historique
Chiffre d'affaires	3 820	4 095	3 922	(6,7)%	(2,6)%
MBO	833	950	986	(12,3)%	(15,5)%
MBO / Chiffre d'affaires	21,8 %	23,2 %	25,1 %		
CAPEX	200	176	177	13,7 %	13,0 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	5,2 %	4,3 %	4,5 %		
MBO - CAPEX	633	774	809	(18,2)%	(21,8)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	17 066	16 749	16 718	1,9 %	2,1 %

(1) Voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005".

■ Détail du chiffre d'affaires - Services de Communication Entreprises (SCE)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Téléphonie fixe et services de données classiques	2 100	2 499	2 478	(16,0)%	(15,2)%
Services de réseaux avancés	921	818	803	12,6 %	14,8 %
Intégration et infogérance d'applications critiques de communication	384	359	352	6,9 %	9,1 %
Autres services Entreprises	414	419	290	(1,1)%	43,1 %
Chiffre d'affaires Services de Communication Entreprises	3 820	4 095	3 922	(6,7)%	(2,6)%

■ Indicateurs opérationnels - Services de Communication Entreprises (SCE)

(en fin de période - en France)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005 base comparable	2005 historique	Var. (%) base comparable	Var. (%) historique
Nombre de lignes téléphoniques Entreprises ⁽¹⁾ (en millions)	5,9	-	5,9	-	(0,8)%
Nombre total des accès permanents aux réseaux de données ^{(2) et (3)}	294,3	-	266,8	-	10,3 %
dont Nombre des accès IP-VPN ^{(2) et (3)}	184,5	-	114,8	-	60,7 %
Nombre d'utilisateurs des services de nomadisme Business Everywhere ⁽³⁾	442,8	-	363,6	-	21,8 %

(1) En fin de période. Ce chiffre comprend les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne.

(2) Accès des clients externes au groupe France Télécom, hors marché opérateurs.

(3) En milliers.

■ Chiffre d'affaires - Services de Communication Entreprises (SCE)

□ Chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et services de données classiques

Le recul du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et des services de données classiques est essentiellement lié au recul du chiffre d'affaires des services de données classiques et, dans une moindre mesure, à la baisse du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe.

Le chiffre d'affaires des services de données classiques, qui comprend principalement les liaisons louées et les technologies historiques de services réseaux telles que l'X.25, l'ATM et le Frame Relay, s'inscrit en recul de -29,7 % au premier semestre 2006 par rapport au premier semestre 2005 en données à base comparable. Le recul du chiffre d'affaires des services d'infrastructures classiques, réalisé principalement en France, reflète la poursuite de la migration des réseaux des entreprises clientes vers des technologies plus récentes au premier semestre 2006, notamment le remplacement d'une partie des liaisons analogiques et numériques à bas et moyen débits par des accès IP sur XDSL. La baisse du chiffre d'affaires des services de données managées classiques reflète les déconnexions liées à l'évolution du marché des solutions Entreprises, caractérisé par des clients optant pour des solutions IP dans un contexte de forte pression concurrentielle.

La baisse de -6,7 % en données à base comparable du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe classique (soit 66 % du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et des services de données classiques) est liée :

- à la diminution de -10,2 % du volume des Communications téléphoniques Entreprises (à la fois baisse des parts de marché de France Télécom et baisse du marché mesuré à l'interconnexion, principalement sur les communications locales et nationales) ;
- et à l'impact des baisses de prix, principalement liées aux baisses tarifaires intervenues en début d'année sur les communications fixes vers mobiles et aux remises accordées aux entreprises sur les communications.

□ *Chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés*

La progression significative du chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés (en augmentation de 12,6 % en données à base comparable entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006) reflète principalement la croissance du chiffre d'affaires des services de réseaux IP.

Le chiffre d'affaires des services de réseaux IP comprend les réseaux privés virtuels IP, les accès Internet et la "Voix sur IP". Le chiffre d'affaires des services de réseaux IP (soit 92 % du chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés Entreprises au premier semestre 2006) affiche une croissance de 13,1 % au premier semestre 2006 en données à base comparable, reflétant la part croissante des solutions IP-VPN. Au 30 juin 2006, la part des accès permanents aux réseaux de données en France utilisant les technologies DSL s'établit à 78 % contre 59 % un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires des services d'infrastructures avancés est réalisé en totalité en France et comprend principalement les supports XDSL. Au premier semestre 2006, le chiffre d'affaires des services d'infrastructures avancés est en progression de 62,6 % en données à base comparable, reflétant les migrations vers les technologies XDSL et les services à très haut débit comprenant notamment MAN Ethernet et Ethernet LINK.

□ *Chiffre d'affaires des Services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication*

Le chiffre d'affaires des Services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication enregistre une progression de 6,9 % en données à base comparable. Cette croissance provient essentiellement de l'augmentation du chiffre d'affaires des services d'infogérance d'applications critiques, comprenant les services de messagerie, d'hébergement et de sécurité, les solutions de machine à machine et les plateformes de gestion de la relation client, et qui affiche une croissance de 15,1 % en données à base comparable au premier semestre 2006.

□ *Chiffre d'affaires des Autres Services Entreprises*

Le chiffre d'affaires des Autres Services Entreprises comprend le chiffre d'affaires lié à la télédiffusion, marché sur lequel France Télécom est présent à travers sa filiale GlobeCast, et le chiffre d'affaires issu de la vente et de la location d'équipements de réseaux (PBX, IPBX, routeurs...). Au premier semestre 2006, la progression de 43,1 % du chiffre d'affaires des Autres Services Entreprises en données historiques est principalement liée au transfert du secteur d'activité SCR au secteur d'activité SCE de l'activité vente et installation de PBX et d'IPBX aux petites et moyennes entreprises en France.

■ **Marge brute opérationnelle - Services de Communication Entreprises (SCE)**

Au premier semestre 2006, la MBO s'établit à 833 millions d'euros, en baisse de -15,5 % en données historiques. En données à base comparable, la MBO s'inscrit en recul de -12,3 %. Ainsi, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires est en baisse de -1,4 point en données à base comparable, s'établissant à 21,8 % au premier semestre 2006. La baisse de la MBO reflète le recul du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et des services de données classiques, partiellement compensé par les économies de coûts de personnel ainsi que par les économies réalisées sur les achats et reversements (opérateurs et autres services), liées, (i) à l'effet conjugué de la baisse des volumes de trafic et de la baisse des prix des terminaisons d'appel fixe vers mobile, et (ii) aux économies de coûts de réseaux.

■ **Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - Services de Communication Entreprises (SCE)**

Les investissements corporels et incorporels hors licences s'élèvent à 200 millions d'euros au premier semestre 2006, en progression par rapport au premier semestre 2005 de 13,0 % en données historiques et de 13,7 % en données à base comparable, principalement

due aux investissements réalisés dans des pays en fort développement et à la conclusion récente de contrats relatifs à l'activité de services.

3.4 ANNUAIRES

Le secteur d'activité "Annuaire" correspond aux activités de PagesJaunes Groupe relatives à l'édition et à la distribution des annuaires imprimés, à la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés en ligne, aux services de renseignements par téléphone, à la commercialisation de bases de données marketing et à la création et à l'hébergement de sites Internet pour les annonceurs.

Les activités du secteur d'activité Annuaire s'articulent autour, d'une part, de PagesJaunes en France, et d'autre part, de ses activités à l'international (notamment QDQ Media en Espagne) et de ses autres filiales (annuaire B to B Kompass, activités de marketing direct et services géographiques).

Comme annoncé les 7 juin et 24 juillet 2006, France Télécom a mis en oeuvre un processus de cession de PagesJaunes Groupe (voir paragraphe 1. "Vue d'ensemble" et note 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

■ Données financières et effectifs - Annuaire

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
		base comparable (1)	historique	base comparable (1)	historique
Chiffre d'affaires	512	482	482	6,4 %	6,4 %
MBO	209	204	203	2,4 %	3,2 %
MBO / Chiffre d'affaires	40,8 %	42,4 %	42,1 %		
CAPEX	8	6	5	47,0 %	47,0 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	1,6 %	1,1 %	1,1 %		
MBO - CAPEX	201	198	198	1,2 %	2,0 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	4 725	4 633	4 633	2,0 %	2,0 %

(1) Voir paragraphe 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005".

■ Indicateurs opérationnels - Annuaire

(en milliers - en fin de période)	Semestres clos le 30 juin				
	2006	2005	2005	Var. (%)	Var. (%)
		base comparable	historique	base comparable	historique
Nombre d'annonceurs Internet	400	360	360	11,1 %	11,1 %

■ Chiffre d'affaires - Annuaire

Le chiffre d'affaires du secteur d'activité Annuaire s'élève à 512 millions d'euros au premier semestre 2006, soit une progression de 6,4 % par rapport au premier semestre 2005 en données historiques comme en données à base comparable.

La croissance du chiffre d'affaires s'explique notamment par l'enrichissement de l'offre tant sur les annuaires imprimés que sur les services en ligne, l'augmentation du chiffre d'affaires moyen par annonceur, la conquête de nouveaux annonceurs en France et en Espagne, l'augmentation tarifaire grâce au développement de l'audience, ainsi que le lancement des Services de Renseignements par téléphone en France.

□ Chiffre d'affaires de PagesJaunes en France

Le chiffre d'affaires de PagesJaunes en France s'élève à 464 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 438 millions d'euros au premier semestre 2005, soit une augmentation de 6,1 %, en données historiques comme en données à base comparable. La progression des activités PagesJaunes en France est soutenue par la croissance de 8,9 % du chiffre d'affaires des Services en ligne, par l'augmentation de 3,7 % des Annuaire imprimés et par le lancement des services de renseignements par téléphone.

Le chiffre d'affaires des Annuaire imprimés s'élève à 296 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 286 millions d'euros au premier semestre 2005. Cette évolution résulte principalement de la croissance du chiffre d'affaires de l'Annuaire, dont la ligne éditoriale a été intégralement revue pour l'édition 2006.

Le chiffre d'affaires des Services en ligne s'élève à 153 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 141 millions d'euros au premier semestre 2005. Il résulte de la croissance de l'audience et du développement de sa monétisation.

□ Chiffre d'affaires des Activités à l'international et autres filiales

Le chiffre d'affaires des Activités à l'international et autres filiales atteint 51 millions d'euros au premier semestre 2006, et progresse de 13,4 % par rapport au premier semestre 2005. Cette croissance résulte principalement de la progression du chiffre d'affaires de la filiale QDQ Media en Espagne et des activités Kompass en France et en Belgique.

■ Marge brute opérationnelle - Annuaires

Sur une base comparable, la MBO du secteur d'activité Annuaires progresse de 2,4 %, passant de 204 millions d'euros au premier semestre 2005 à 209 millions d'euros au premier semestre 2006. Ainsi, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires du secteur d'activité Annuaires passe de 42,4 % au premier semestre 2005 en données à base comparable, à 40,8 % au premier semestre 2006. Cette évolution résulte essentiellement du lancement au cours du premier semestre 2006 de l'activité de renseignements par téléphone qui s'est traduit par des achats d'espaces publicitaires importants et par la mise en place des centres d'appels.

Au niveau international, QDQ Media en Espagne, confirme son redressement, profitant de la croissance de son chiffre d'affaires et de la maîtrise de son recouvrement client.

■ Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS - Annuaires

Les investissements corporels et incorporels hors licences du secteur d'activité Annuaires demeurent structurellement peu importants. Ils s'établissent à 8 millions d'euros au premier semestre 2006, soit 1,6 % du chiffre d'affaires, en légère hausse par rapport au premier semestre 2005, en données historiques comme en données à base comparable. Cette augmentation résulte principalement du développement du moteur de recherche "Yellow Search" et de la refonte du Système d'Information Éditorial de PagesJaunes en France.

4. TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT FINANCIER

4.1 SITUATION ET FLUX DE TRÉSORERIE

■ Tableau des flux de trésorerie consolidé simplifié ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 650	5 868
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(3 518)	(2 423)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(4 933)	(3 776)
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités	(1 801)	(331)
Incidence des variations de taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités	(35)	124
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	4 097	3 153
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	2 261	2 946

(1) Pour plus de détails, voir le "Tableau des flux de trésorerie consolidé" des comptes consolidés.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'élève à 6 650 millions d'euros au premier semestre 2006, en progression de 782 millions d'euros par rapport au premier semestre 2005 (5 868 millions d'euros). Le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement atteint -3 518 millions d'euros au premier semestre 2006, contre -2 423 millions d'euros au premier semestre 2005. Enfin, le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement s'élève à -4 933 millions d'euros au premier semestre 2006, contre -3 776 millions d'euros au premier semestre 2005.

■ Cash-flow organique

France Télécom utilise le cash-flow organique (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") comme indicateur de performance opérationnelle pour mesurer le cash-flow généré par l'exploitation, hors investissements financiers (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") et hors produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée).

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 650	5 868
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations)	(3 407)	(2 959)
CAPEX ⁽¹⁾	(3 055)	(2 713)
Licences UMTS et GSM ⁽²⁾	(282)	(88)
Augmentation (diminution) des fournisseurs d'immobilisations	(70)	(157)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	71	96
Cash-flow organique	3 314	3 005

(1) Voir paragraphe 2.4.1 "Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS".

(2) Voir paragraphe 2.4.2 "Licences GSM et UMTS".

Le cash-flow organique s'élève à 3 314 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 3 005 millions d'euros au premier semestre 2005, soit une augmentation de 309 millions d'euros. Cette amélioration résulte avant tout de la progression du flux net de trésorerie généré par l'activité, qui permet notamment d'investir dans la croissance avec l'augmentation des dépenses d'investissements corporels et incorporels du Groupe dans les secteurs d'activité moteurs de la croissance (voir paragraphe 2.4.1 "Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS").

■ Flux net de trésorerie généré par l'activité

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'établit à 6 650 millions d'euros au premier semestre 2006, en augmentation de 782 millions d'euros par rapport au premier semestre 2005 (5 868 millions d'euros). Cette évolution est la résultante principalement :

- de l'augmentation de la MBO de 366 millions d'euros entre les deux périodes (hors reprise de provision de 199 millions d'euros relative aux activités du Groupe au Liban au premier semestre 2005) ;
- de la diminution des intérêts décaissés et de l'effet de change des dérivés net entre les deux périodes, soit un impact positif de 289 millions d'euros ;
- de la diminution de l'impôt sur les sociétés décaissé, soit un impact positif de 85 millions d'euros ;
- et, en sens inverse, de l'impact négatif de l'évolution de la variation du besoin en fonds de roulement global (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire") pour -32 millions d'euros.

■ Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement comprend :

- les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations) (voir paragraphe 2.4.1 "Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS", paragraphe 2.4.2 "Licences GSM et UMTS" et note 2 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- les acquisitions et cessions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise ou cédée) et les investissements dans les sociétés mises en équivalence (voir paragraphe 2.4.3 "Investissements financiers", paragraphe ci-dessous et note 3 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et la variation des valeurs mobilières et autres actifs.

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement s'établit à -3 518 millions d'euros au premier semestre 2006, contre -2 423 millions d'euros au premier semestre 2005.

□ *Produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée)*

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2006	2005 historique
Cession des activités du câble ⁽¹⁾	44	292
Cession de PagesJaunes	-	437
Cession de Tower Participations (TDF)	-	400
Cession de MobilCom	-	265
Cession d'Intelsat	-	109
Autres produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée)	15	26
Total Groupe	59	1 529

(1) Cession en janvier 2006 de l'ensemble des actions correspondant à la participation de 20 % détenue par le groupe France Télécom dans Ypso. Cette participation minoritaire avait été acquise par le groupe France Télécom lors de la cession à Ypso de ses activités de réseaux câblés en mars 2005.

■ **Flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement**

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement comprend les émissions et remboursements d'emprunts et d'autres opérations de financement (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés). Le flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement représente globalement un besoin de -4 933 millions d'euros au premier semestre 2006, contre un besoin de -3 776 millions d'euros au premier semestre 2005.

4.2 ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net de France Télécom (voir définition au paragraphe 5.4 "Glossaire" et note 7 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élève à 47 234 millions d'euros au 30 juin 2006 contre 46 255 millions d'euros au 30 juin 2005, et 47 846 millions d'euros au 31 décembre 2005. L'endettement financier net augmente ainsi de 979 millions d'euros par rapport au 30 juin 2005, compte tenu principalement de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena en novembre 2005. Par rapport au 31 décembre 2005, le désendettement financier net s'élève à 612 millions d'euros au 30 juin 2006.

■ **Évolution de l'endettement financier net**

(en millions d'euros)	
Endettement financier net au 31 décembre 2005 (historique)	47 846
Facteurs de diminution	
Cash-flow organique ⁽¹⁾	(3 314)
Produits de cession de participation (nets de la trésorerie cédée) ⁽¹⁾	(59)
Facteurs d'augmentation	
Dividendes versés par France Télécom S.A. et dividendes versés aux actionnaires minoritaires	3 086
Investissements financiers ⁽²⁾	212
Autres éléments ⁽³⁾	(537)
Endettement financier net au 30 juin 2006	47 234

(1) Voir paragraphe 4.1 "Situation et flux de trésorerie".

(2) Voir paragraphe 2.4.3 "Investissements financiers".

(3) Comprend notamment la neutralisation des intérêts courus non échus constatés par ailleurs dans les intérêts décaissés ainsi qu'un effet de change latent favorable lié principalement à l'évolution du zloty polonais.

■ **Indicateurs relatifs à l'endettement financier net**

(en millions d'euros)	Périodes close le		
	30 juin 2006	31 déc. 2005 historique	30 juin 2005 historique
Endettement financier net	47 234	47 846	46 255
Coût moyen pondéré de l'endettement financier net ⁽¹⁾	5,69 %	6,46 %	6,41 %
Maturité moyenne de l'endettement financier net ⁽²⁾	6,2 ans	6,4 ans	6,3 ans
Ratio d'endettement financier net / Capitaux propres	1,73	1,68	2,20
Ratio d'endettement financier net / MBO	2,49 ⁽³⁾	2,48 ⁽⁴⁾	2,50

(1) Voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Hors prise en compte des Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions (TDIRA).

(3) MBO enregistrée au cours des douze mois précédents en données historiques et retraitée pour intégrer la MBO de l'opérateur mobile espagnol Amena sur douze mois glissants au 30 juin 2006.

(4) MBO retraitée intégrant la MBO de l'opérateur mobile espagnol Amena sur douze mois au 31 décembre 2005.

5. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

5.1 PASSAGE DES DONNÉES HISTORIQUES AUX DONNÉES À BASE COMPARABLE DU PREMIER SEMESTRE 2005

■ Synthèse Groupe

□ Principaux indicateurs opérationnels

(en millions d'euros)	Variations en données contributives					
	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	MBO - CAPEX	Nbre moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2005	23 665	9 300	(3 462)	2 713	6 587	197 250
Variations de périmètre	1 662	584	(204)	217	367	2 856
Entrées de périmètre	1 702	590	(210)	220	370	3 579
Amena	1 554	507	(189)	193	314	2 146
Intégration globale des filiales sénégalaises	124	84	(18)	26	58	892
Autres	24	(1)	(3)	1	(2)	541
Sorties de périmètre	(40)	(6)	6	(3)	(3)	(723)
France Télécom Câble (FTC)	(36)	(6)	6	(3)	(3)	(592)
Autres	(4)	-	-	-	-	(131)
Autres variations	(10)	8	(248)	-	8	-
Amortissement des bases de clients d'Amena et des filiales sénégalaises	-	-	(243)	-	-	-
Autres	(10)	8	(5)	-	8	-
Variations de change ⁽¹⁾	170	58	(33)	23	35	-
Zloty polonais	107	50	(25)	13	37	-
Dollar américain	64	3	(9)	8	(5)	-
Autres devises	(1)	5	1	2	3	-
Données à base comparable au 30 juin 2005	25 487	9 950	(3 947)	2 953	6 997	200 106

(1) Impact des variations de change entre le taux de change moyen du premier semestre 2005 et le taux de change moyen du premier semestre 2006.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005 intègrent :

- les variations de périmètre, avec principalement les impacts :
 - de l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena le 8 novembre 2005, prenant effet le 1^{er} janvier 2005 dans les données à base comparable ;
 - de l'intégration en consolidation globale de la société Sonatel (sous-secteur d'activité SCR Reste du monde) et de ses filiales Sonatel Mobiles et Ikatel (sous-secteur d'activité SCP Reste du monde) le 1^{er} juillet 2005, prenant effet le 1^{er} janvier 2005 dans les données à base comparable. Suite à l'amendement du pacte d'actionnaires avec le gouvernement du Sénégal, Sonatel est consolidée selon la méthode de l'intégration globale depuis le 1^{er} juillet 2005. Avant cette date, la participation de France Télécom dans la société Sonatel était consolidée selon la méthode proportionnelle ;
 - et de la cession de France Télécom Câble (FTC) le 31 mars 2005, prenant effet le 1^{er} janvier 2005 dans les données à base comparable ;
- d'autres variations, avec principalement l'impact de l'amortissement des bases de clients d'Amena (suite à l'acquisition de cette société le 8 novembre 2005) et de la société Sonatel et de ses filiales Sonatel Mobiles et Ikatel (suite à l'intégration en consolidation globale de la société Sonatel le 1^{er} juillet 2005), prenant effet le 1^{er} janvier 2005 dans les données à base comparable ;
- et les variations de change entre le taux de change moyen du premier semestre 2005 et le taux de change moyen du premier semestre 2006.

□ *Détail des charges opérationnelles incluses dans la MBO*

(en millions d'euros)	Variations en données contributives			
	Chiffre d'affaires	OPEX hors charges de personnel (salaires et charges)	Charges de personnel (salaires et charges)	MBO
Données historiques au 30 juin 2005	23 665	(9 876)	(4 489)	9 300
Variations de périmètre	1 662	(1 013)	(65)	584
Autres variations	(10)	11	7	8
Variations de change ⁽¹⁾	170	(80)	(32)	58
Données à base comparable au 30 juin 2005	25 487	(10 958)	(4 579)	9 950

(1) Impact des variations de change entre le taux de change moyen du premier semestre 2005 et le taux de change moyen du premier semestre 2006.

■ **Services de Communication Personnels (SCP)**

(en millions d'euros)	Variations en données contributives					
	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	MBO - CAPEX	Nbre moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2005	10 984	4 142	(1 675)	1 412	2 730	34 068
Variations de périmètre	1 639	556	(197)	207	349	2 238
Amena	1 557	507	(189)	193	314	2 146
Intégration globale des filiales sénégalaises	78	47	(6)	14	33	70
Autres	4	2	(2)	-	2	22
Autres variations	(16)	3	(241)	(13)	16	(262)
Amortissement des bases de clients d'Amena et des filiales sénégalaises	-	-	(236)	-	-	-
Autres	(16)	3	(5)	(13)	16	(262)
Variations de change ⁽¹⁾	51	27	(6)	12	15	-
Données à base comparable au 30 juin 2005	12 658	4 728	(2 119)	1 618	3 110	36 044

(1) Impact des variations de change entre le taux de change moyen du premier semestre 2005 et le taux de change moyen du premier semestre 2006.

■ **Services de Communication Résidentiels (SCR)**

(en millions d'euros)	Variations en données contributives					
	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	MBO - CAPEX	Nbre moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2005	11 156	3 971	(1 534)	1 119	2 852	141 831
Variations de périmètre	64	31	(7)	10	21	626
Intégration globale des filiales sénégalaises	83	39	(12)	13	26	822
France Télécom Câble (FTC)	(36)	(5)	6	(3)	(2)	(592)
Autres	17	(3)	(1)	-	(3)	396
Autres variations	91	32	(13)	17	15	223
Transfert de la sous-traitance des centres d'appel ⁽¹⁾	44	-	-	-	-	-
Autres ⁽²⁾	47	32	(13)	17	15	223
Variations de change ⁽³⁾	78	36	(20)	7	29	-
Données à base comparable au 30 juin 2005	11 389	4 070	(1 574)	1 153	2 917	142 680

(1) Transfert des contrats de sous-traitance des centres d'appel du secteur d'activité Services de Communication Personnels (SCP) vers le secteur d'activité Services de Communication Résidentiels (SCR).

(2) Impact principalement des autres réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe.

(3) Impact des variations de change entre le taux de change moyen du premier semestre 2005 et le taux de change moyen du premier semestre 2006.

■ Services de Communication Entreprises (SCE)

(en millions d'euros)	Variations en données contributives					
	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	MBO - CAPEX	Nbre moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2005	3 922	986	(250)	177	809	16 718
Variations de périmètre	(1)	-	-	-	-	(8)
Autres variations	128	(31)	5	(5)	(26)	39
Transfert de l'activité PABX ⁽¹⁾	115	(3)	(2)	3	(6)	163
Autres ⁽²⁾	13	(28)	7	(8)	(20)	(124)
Variations de change ⁽³⁾	46	(5)	(7)	4	(9)	-
Données à base comparable au 30 juin 2005	4 095	950	(252)	176	774	16 749

(1) Transfert de l'activité PABX (*Private Automatic Branch eXchange*, autocommutateur privé d'entreprise) du secteur d'activité Services de Communication Résidentiels (SCR) vers le secteur d'activité Services de Communication Entreprises (SCE).

(2) Impact principalement des autres réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe.

(3) Impact des variations de change entre le taux de change moyen du premier semestre 2005 et le taux de change moyen du premier semestre 2006.

■ Annuaire

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2005 du secteur d'activité Annuaire ne sont pas significatives.

5.2 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2006 affectant les obligations contractuelles et les engagements hors bilan sont décrits dans la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés.

5.3 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2006 sont décrits dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

5.4 GLOSSAIRE

Achats externes : les achats externes comprennent :

- les **Charges commerciales** : achats externes comprenant les achats de terminaux et autres produits vendus, les commissions de distribution et les dépenses de publicité, promotion, sponsoring et de changement de marque ;
- et les **Autres achats externes** : achats externes incluant les achats et reversements aux opérateurs, les frais généraux, les charges immobilières, les charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, les charges informatiques, les coûts de matériel et les charges de sous-traitance des centres d'appels, nets de la production immobilisée.

ARPU d'Orange (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires annuel moyen par client (ARPU) est calculé en divisant le Chiffre d'affaires du réseau (voir cette définition) généré sur les douze derniers mois (à l'exclusion du chiffre d'affaires en provenance des opérateurs mobiles virtuels - MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU d'Orange est exprimé en chiffre d'affaires annuel par client.

ARPU des Services fixes Grand Public (secteur d'activité SCR) : le chiffre d'affaires mensuel moyen par ligne des Services fixes Grand Public (ARPU) est calculé en divisant le chiffre d'affaires mensuel moyen, sur la base des douze derniers mois, par la moyenne pondérée du nombre de lignes des Services fixes Grand Public sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de lignes des Services fixes Grand Public est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de lignes des Services fixes Grand Public en début et en fin de mois. L'ARPU des Services fixes Grand Public est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par ligne.

AUPU d'Orange (secteur d'activité SCP) : la consommation mensuelle moyenne par client (AUPU) est calculée en divisant la consommation mensuelle moyenne en minutes sur les douze derniers mois (appels entrants, appels sortants et itinérance (*roaming*)), à

l'exclusion du trafic des opérateurs mobiles virtuels - MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. L'AUPU d'Orange est exprimé, en minutes, en consommation mensuelle par client.

Autres achats externes : voir Achats externes.

CAPEX : investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS et hors investissements financés par location financement (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow organique : flux net de trésorerie généré par l'activité diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations) et diminué des produits de cession d'actifs corporels et incorporels.

Charges commerciales : voir Achats externes.

Charges de personnel (salaires et charges) : voir OPEX.

Charges opérationnelles comprises dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO) : voir OPEX.

Charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) : voir OPEX.

Chiffre d'affaires des équipements d'Orange (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires des équipements comprend la vente de terminaux mobiles et d'accessoires.

Chiffre d'affaires des services "non-voix" d'Orange (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires des services "non-voix" correspond à la part du chiffre d'affaires du réseau (à l'exclusion du chiffre d'affaires en provenance des opérateurs mobiles virtuels - MVNO) relative à l'envoi de SMS (message texte), de MMS (message multimédia), de données (WAP, GPRS, et 3G) ainsi qu'aux coûts facturés au client pour l'achat de contenus (téléchargement de sonneries, résultats sportifs...), la télémétrie, les portails mobiles et leur contenu.

Chiffre d'affaires du réseau d'Orange (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires du réseau représente le chiffre d'affaires (voix, données et SMS) généré par l'utilisation du réseau mobile et incluant à la fois le trafic généré par les propres clients d'Orange, le trafic généré par les opérateurs mobiles virtuels (MVNO), et celui par généré les autres opérateurs. Il comprend le chiffre d'affaires généré par les appels entrants et les appels sortants, les frais d'accès au réseau, le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux, le chiffre d'affaires des services à valeur ajoutée et le chiffre d'affaires en provenance des opérateurs mobiles virtuels (MVNO). Il représente le chiffre d'affaires récurrent le plus pertinent de l'activité mobile et est directement corrélé aux indicateurs d'activité.

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée.

Données sociales : les données sociales s'entendent avant élimination des opérations inter-secteurs d'activité et inter-sous-secteurs d'activité.

Endettement financier net : l'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), diminué des dérivés actifs de transaction, de couverture de flux de trésorerie et de couverture de juste valeur, diminué des dépôts de garantie versés afférents aux dérivés (*cash collateral* actif), diminué des disponibilités et quasi-disponibilités, des valeurs mobilières de placement, diminué de certains dépôts de garantie mis en place dans le cadre d'opérations spécifiques (si la dette associée est incluse dans l'endettement financier brut) et impacté de la part efficace des couvertures de flux de trésorerie (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS : voir CAPEX.

Investissements financiers : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et investissements dans les sociétés mises en équivalence.

Marge brute opérationnelle : voir MBO.

MBO : marge brute opérationnelle. Chiffre d'affaires diminué des achats externes, des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) et des charges de personnel (salaires et charges). Les charges de personnel (salaires et charges) présentées dans la marge brute opérationnelle (MBO) ne tiennent pas compte de la participation des salariés ainsi que des charges de rémunération en actions.

MBO - CAPEX : indicateur de la marge brute opérationnelle (MBO) diminuée des investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS et hors investissements financés par location financement (CAPEX).

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

OPEX : charges opérationnelles comprises dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO), comprenant :

- les **Charges de personnel (salaires et charges)** : les charges de personnel (salaires et charges) incluses dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO) ne comprennent pas la participation des salariés ainsi que les charges de rémunération en actions. Ces dernières font partie des charges incluses entre la marge brute opérationnelle (MBO) et le résultat d'exploitation. Les charges de personnel (salaires et charges) sont nettes de la production immobilisée ;
- et les **OPEX hors charges de personnel (salaires et charges)** : charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges). Les charges opérationnelles, hors charges de personnel (salaires et charges), incluses dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO), comprennent les achats externes (voir Achats externes) ainsi que les autres produits et charges opérationnels. Les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) sont nettes de la production immobilisée.

Taux de résiliation d'Orange (secteur d'activité SCP) : le taux de résiliation permet de mesurer le nombre de clients ayant quitté le réseau Orange. Le taux de résiliation est calculé en divisant le nombre total de clients qui se déconnectent ou considérés comme ayant été déconnectés du réseau, volontairement ou involontairement (hors connections frauduleuses et remboursements) au cours des douze derniers mois, par la moyenne pondérée du nombre de clients actifs sur la même période.

Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation : variation des stocks nets, plus variation des créances clients, plus variation des dettes fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations).

Variation du besoin en fonds de roulement global : variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation, plus variation des autres créances, plus variation des autres dettes.